

Observation culturelle en région

**2. Le financement de la culture
par les collectivités territoriales**



Délégation
au développement
et aux affaires internationales

Département des études,
de la prospective
et des statistiques



Observation culturelle en région

2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales



Délégation
au développement
et aux affaires internationales

Département des études,
de la prospective
et des statistiques



N° 19 – juin 2006

Le groupe de travail sur l'observation de la culture en région, animé par la société KPMG, le Département de l'action territoriale et le Département des études de la prospective et des statistiques du Ministère de la culture et de la communication, était composé :

- pour les directions régionales, d'Anne MISTLER (Alsace), Pierre OUDART et Pascal CORRE (Île-de-France), François DERUDDER (Lorraine), Catherine CORMIER et Claudine TROUGNOU (Poitou-Charentes), Michel KNEUBUHLER (Rhône-Alpes) ;
- pour les directions centrales, de Lætitia DEMONICAULT et Jacques VINCENT (DAT), Jeannine CARDONA et Jean-Cédric DELVAINQUIÈRE (DEPS) et respectivement pour l'emploi, de Frédérique PATUREAU et Yves JAUNEAU ; pour le financement public, de Philippe MONIER ; pour les publics, d'Olivier DONNAT.

Directeur de publication : le chef du Département des études, de la prospective et des statistiques,
Philippe CHANTEPIE

Responsable des publications : Jacqueline BOUCHERAT

Responsable de la cellule statistique : Jeannine CARDONA

© Ministère de la culture et de la communication, Délégation au développement et aux affaires internationales, Département des études, de la prospective et des statistiques, Paris, 2006.

Cette *Note statistique* est téléchargeable sur le site :

<http://www.culture.gouv.fr/dep/telechrg/stat/nstat19.pdf>

SOMMAIRE

Avant-propos	5
Introduction	7
Contours du champ observé	7
Finalités de l'observation en région du financement de la culture par les collectivités territoriales	7
Présentation du contenu de la note	8
Sources nationales et approche régionale	11
Sources nationales	11
Données fournies par l'enquête nationale sur les dépenses culturelles des collectivités locales	11
Les données financières sur les établissements subventionnés	12
Les limites des données existantes pour l'observation en région	13
Options possibles pour l'observation en région des dépenses culturelles	14
Réaliser une enquête similaire à l'enquête nationale	14
Réaliser une enquête ciblée sur une ou plusieurs collectivités ne faisant pas partie de l'échantillon national ..	15
Limites de la transposition à la région de la méthodologie DEPS pour l'enquête nationale	15
Compléments et expérimentations possibles	15
Approche consolidée des comptes d'un ensemble de collectivités sur un territoire donné	15
Approche du financement d'actions culturelles spécifiques ...	16
Recommandations	
pour utiliser en région l'enquête nationale	17
Comment obtenir les données traitées par le DEPS dans le cadre de l'enquête nationale ?	17
Comment lire et analyser ces données ?	17

Reproduction de l'enquête nationale auprès d'autres collectivités de la région	19
Bâtir un échantillon qui tienne compte des spécificités régionales	19
Réaliser le relevé <i>a minima</i> des dépenses culturelles inscrites au compte administratif des collectivités non interrogées par le DEPS	19
Procéder à des travaux complémentaires	20
Procéder aux traitements des données	21

Annexes

Annexe I – Liste des collectivités interrogées dans le cadre de l'enquête nationale	25
Annexe II – Nomenclatures comptables	41
Nomenclature M14 (communes et établissements publics de coopération intercommunale)	41
Nomenclature M52 (départements)	43
Nomenclature M71 applicable aux régions (à titre expérimental) dès le 1 ^{er} janvier 2005	45
Annexe III – Questionnaire visant à recueillir les informations complémentaires aux données du compte administratif	47

Avant-propos

La présente note¹ est le résultat d'un travail collectif associant l'administration centrale et des directions régionales du Ministère de la culture et de la communication (DRAC). Ce travail avait pour objectif de définir un cadre cohérent de méthode sur lequel les DRAC pourraient s'appuyer pour construire et développer leurs pratiques d'observation de la culture dans leur région, en particulier en partenariat avec les collectivités.

Début 2005, un groupe de travail², composé de cinq DRAC, du Département à l'action territoriale de la Direction de l'administration générale (DAG/DAT) et du Département des études, de la prospective et des statistiques de la Délégation au développement et à l'action internationale (DDAI/DEPS) a reçu pour mission principale d'une part, de dégager les besoins d'observation en région, prioritaires et communs à toutes les DRAC, et d'autre part, de proposer des outils méthodologiques afin de produire une information régionale de qualité, comparable d'une région à l'autre.

L'emploi culturel, les interventions publiques et les publics de la culture, ont été les trois thèmes retenus. En mars 2006, trois notes méthodologiques sur l'observation culturelle en région ont été remises aux directeurs régionaux :

- la première porte sur l'emploi culturel ;
- la deuxième aborde la question des interventions publiques en matière de financement de la culture ;
- la dernière, enfin, concerne les publics, leurs fréquentations, leurs usages et leurs représentations.

Ces documents, élaborés au départ pour être utilisés par les DRAC mais pouvant intéresser un public plus large, sont donc publiés dans la collection des Notes statistiques du DEPS.

L'objet de la présente note porte sur le financement public de la culture.

1. Ainsi que les *Notes* 18 et 20.

2. Voir sa composition en p. 2. Les propositions du groupe de travail en matière d'observation ont été régulièrement soumises à la validation d'un comité de pilotage composé de six DRAC (dont 5 sont différentes de celles participant au groupe de travail), de la DDAI, de la DAG (en particulier le DAT et le contrôle de gestion) et un représentant de la Délégation aux arts plastiques (DAPA), de la Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles (DMDTS) et de la Direction du livre et de la lecture (DLL).

Introduction

Contours du champ observé

Prise dans son acception la plus large, l'observation culturelle en région des interventions publiques dans le domaine culturel conduit à observer :

- l'intervention de tous les acteurs publics y compris celle de l'État ou celle de l'Union européenne ;
- le partage des compétences entre collectivités et les conditions réelles de leur mise en œuvre ;
- les financements, mais aussi les équipements et le contenu des activités concernées.

Mais l'objectif fondamental du groupe de travail était de fournir aux acteurs régionaux des données, et des sources directement exploitables, ou le moyen de les obtenir en utilisant des méthodologies rigoureuses, maîtrisables techniquement et n'exigeant pas des moyens trop importants pour les mettre en œuvre.

Les données et sources disponibles et mobilisables qui ont été proposées se limitent donc à la mesure de l'engagement financier des collectivités locales dans le domaine culturel. En effet, les informations disponibles sur les dépenses culturelles de l'État ne sont pas disponibles par région. Pour en connaître le montant global, il convient de se reporter au document budgétaire³ – « l'effort financier de l'État dans le domaine culturel » –, qui chaque année est annexé au Projet de loi de finances.

Finalités de l'observation en région du financement de la culture par les collectivités territoriales

Depuis plus de dix ans, on assiste à la montée en puissance des collectivités locales dans le domaine culturel : des équipes se constituent et les budgets consa-

3. Ce document est publié dans la catégorie des documents dits « jaunes ». Pour en savoir plus, http://www.minefi.gouv.fr/minefi/publique/budget_etat/

crés à la culture sont en augmentation⁴. Les collectivités territoriales sont ainsi devenues des partenaires privilégiés avec qui les DRAC agissent souvent dans un cadre contractuel incluant des cofinancements de projets ou de structures. C'est pourquoi il est important pour les acteurs régionaux d'être en mesure :

- d'avoir une vision claire de la répartition du financement public de la culture au niveau régional et d'en suivre l'évolution :
 - principaux secteurs d'intervention des différents niveaux de collectivité ;
 - poids des financements respectifs ;
- de mieux connaître la façon dont les collectivités mettent en œuvre leurs compétences, notamment pour les compétences nouvellement transférées :
 - modes d'intervention privilégiés ;
 - évolution de la répartition des compétences et de leur exercice effectif.

Il s'agit donc d'être en mesure :

- de mieux définir la stratégie du ministère (Administration centrale et DRAC) aux niveaux national et régional ;
- d'articuler plus efficacement les politiques publiques partenariales (en termes de cohérence) ;
- d'apprécier et d'objectiver la concrétisation des politiques partenariales.

Présentation du contenu de la note

En ce qui concerne la mesure de l'engagement financier des collectivités locales dans le domaine culturel, la méthodologie proposée permet notamment de recenser et d'analyser pour une collectivité donnée :

- le montant total et moyen des dépenses culturelles locales, de fonctionnement et d'investissement ;
- les domaines culturels ciblés et les objectifs de dépenses poursuivis ainsi que leurs évolutions ;
- de dégager les caractéristiques du financement culturel par type de collectivité.

Les données, d'ores et déjà recensées et analysées par le DEPS pour certaines collectivités, peuvent être communiquées sous certaines conditions. Étant donné qu'elles ne concernent qu'un nombre restreint de collectivités par région, elles ne constituent pas une base suffisante pour permettre une exploitation statistique au niveau régional. La méthodologie qui est proposée ici doit donc permettre de les compléter grâce à une observation en région spécifique.

4. Ces données seront prochainement publiées dans une note (*Note statistique du DEPS n° 21, Les dépenses culturelles des collectivités locales en 2002*, à paraître au cours de l'été 2006), téléchargeable sur le site du DEPS (<http://www.culture.gouv.fr/dep/telechrg/stat/nstat21.pdf>).

Cette méthodologie peut être utilisée pour analyser :

- l'engagement des collectivités sur la région (reproduction de l'enquête nationale au niveau régional), sous réserve d'une observation complémentaire visant à constituer un échantillon représentatif des collectivités de la région ;
- l'engagement d'une collectivité en particulier ;
- l'engagement des collectivités sur un périmètre spécifique (agglomération notamment), sous réserve de développer une observation complémentaire propre à l'analyse territoriale (repérage géographique des dépenses et recettes permettant d'identifier les flux croisés).

Elle est directement issue de la méthodologie de l'enquête nationale statistique sur les dépenses culturelles des collectivités territoriales que le DEPS a lancé à la fin des années 1970 afin de connaître l'investissement des collectivités territoriales dans le domaine culturel dont la montée en puissance s'est faite au cours des années 1980.

L'objectif premier de cette enquête était et reste de chiffrer à l'échelle nationale le montant total des dépenses culturelles des différents niveaux de collectivités territoriales.

Sources nationales et approche régionale

Sources nationales

*Données fournies par l'enquête nationale sur les dépenses culturelles des collectivités locales*⁵

L'enquête nationale sur les dépenses des collectivités territoriales réalisée par le DEPS au niveau national permet aujourd'hui de connaître :

- le montant total et moyen des dépenses culturelles locales, de fonctionnement et d'investissement, en valeur absolue et en part du budget général, par type de collectivités ;
- les domaines culturels ciblés et les objectifs de dépenses poursuivis ainsi que les évolutions et de dégager les caractéristiques du financement culturel par type de collectivité (selon, par exemple, le statut, la taille ou la situation).

Pour disposer d'une information suffisamment détaillée sur les dépenses culturelles des collectivités territoriales, le DEPS a construit une méthodologie spécifique et entrepris de procéder à une évaluation de ces dépenses par une enquête périodique. Depuis 1981 et jusqu'en 1996, une enquête statistique nationale a été conduite tous les trois ans⁶.

À l'issue de la dernière enquête, des modifications ont été apportées au dispositif d'enquête, laquelle est devenue « enquête annuelle » à compter de l'exercice budgétaire 2000 afin de mieux suivre l'évolution des dépenses culturelles locales et en particulier l'investissement. Outre ce changement de périodicité, les structures de coopération intercommunale à fiscalité propre ont été ajoutées au champ des collectivités étudiées, à savoir les communes, les départements et les régions de France métropolitaine.

5. Une présentation détaillée de cette enquête figure dans le chapitre « Recommandations pour utiliser en région l'enquête nationale », p. 17-21.

6. Voir la dernière enquête publiée : « Les dépenses culturelles des collectivités territoriales en 1996 », *Développement culturel*, hors série, octobre 2000 – Ministère de la culture et de la communication, Département des études et de la prospective – téléchargeable sur http://www.culture.gouv.fr/culture/editions/r-devc/dcHS_synthese.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/editions/r-devc/dcHS_communes.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/editions/r-devc/dcHS_departements.pdf
http://www.culture.gouv.fr/culture/editions/r-devc/dcHS_regions.pdf

Les derniers résultats disponibles⁷, qui concernent les années 2000, 2001 et 2002, portent sur :

- les 22 régions et 96 départements de métropole ;
- un échantillon représentatif des communes de plus de 10 000 habitants⁸, soit environ 170 communes sur 850, déterminées après avoir pris en compte les résultats du dernier recensement de la population [RP 1999]). Les 36 communes de plus de 100 000 habitants ont toutes été enquêtées (mais 3 d'entre elles n'ont pas répondu en 2002) ; les 17 communes de plus de 150 000 habitants ont toutes répondu ;
- 242 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Les communautés urbaines (14 CU en 2002) et les syndicats d'agglomération nouvelle (8 SAN en 2002) ont été enquêtés exhaustivement. Il en est de même pour toutes les communautés d'agglomération (CA) qui ont une compétence culturelle ou sportive (104 en 2002) ou qui comprennent une ville enquêtée (+ 23). Un échantillon de communautés de communes (93 CC) a été enquêté (dont 70 qui ont une compétence culturelle ou sportive en 2002 et 23 qui comprennent une commune enquêtée).

L'enquête repose sur les données relatives aux dépenses culturelles exécutées, telles qu'elles sont identifiées au travers des nomenclatures comptables en vigueur, inscrites dans les comptes administratifs des collectivités interrogées.

Pour savoir comment utiliser l'enquête nationale en région, des recommandations sont présentées en détail dans le chapitre suivant. On y trouve les indications permettant d'obtenir les données, ainsi qu'un exemple de données chiffrées pour une commune sous forme de tableaux et graphiques.

Les données financières sur les établissements subventionnés

Certains établissements culturels subventionnés par le Ministère de la culture et de la communication font l'objet d'interrogations régulières menées directement par les directions sectorielles du Ministère ou par l'intermédiaire du DEPS, voire des DRAC : bibliothèques, musées, lieux de diffusion (scènes nationales ou conventionnées...), lieux d'enseignement (conservatoires nationaux de région ou écoles nationales de musique...).

Ces interrogations, éventuellement satisfaites par la mobilisation d'outils de gestion (type *UNIDO*⁹), concernent des réseaux d'établissements et produisent des

7. Voir *supra* note 4, p. 8.

8. L'ensemble des 850 communes de plus de 10 000 habitants regroupe 80 % de la population française.

9. Procédure de présentation normalisée des documents financiers selon des critères semi-analytiques, mise en place conjointement par le MCC et le SYNDEAC depuis 2001, applicable aux centres dramatiques et chorégraphiques nationaux ainsi qu'aux scènes nationales.

données budgétaires, dont la demande est essentiellement justifiée par des impératifs de gestion.

Avant d'entreprendre toute enquête destinée à satisfaire des besoins d'observation régionale sur un secteur, il convient de dresser un inventaire des sources sectorielles et d'envisager leur mobilisation en accord avec leurs producteurs. Les données qu'elles proposent ne suffisent pas à constituer une observation régionale de secteurs culturels mais peuvent apporter des éléments d'information intéressants et complémentaires.

Les limites des données existantes pour l'observation en région

L'enquête nationale ne permet pas de produire de résultats à des niveaux infranationaux. L'échantillon, en effet, a été calculé dans une optique d'évaluation nationale, et les données disponibles pour une région en particulier ne permettent donc pas de respecter les normes statistiques élémentaires pour une interprétation des résultats.

Par ailleurs, et au-delà d'un « simple problème statistique », les objectifs et la nature même de l'enquête font qu'elle ne répond pas à des interrogations régionales ou infrarégionales telles que :

- la mesure des financements croisés sur un territoire communal (ou multi-communal). En effet, même si pour une commune donnée le DEPS dispose d'informations sur la commune, sur l'EPCI auquel elle appartient, sur « son » conseil général et sur « son » conseil régional, les documents mobilisés n'identifient pas les financements par opérations/projets et ne permettent donc pas *a fortiori* de confronter les financements de ces différents intervenants sur une opération donnée ;
- la mesure du montant des dépenses consolidées consacrées à la culture par les collectivités sur un territoire donné (c'est-à-dire hors les doubles-comptes que constituent les transferts financiers entre collectivités sur ce même territoire) ;
- l'analyse du coût net de la culture pour la collectivité (globalement ou par secteur), car les recettes générées par la culture ne sont pas toutes identifiables au travers des comptes administratifs des collectivités.

L'enquête ne doit en aucun cas servir à la constitution de classements (hit-parades) des collectivités par comparaison frontale de leurs résultats : un classement a pour but de classer selon une échelle de valeurs et sur un critère commun divers individus ; pour qu'il ait une pertinence, il convient de s'assurer que les individus classés ont des caractéristiques proches et que le critère choisi est significatif ; or trop de paramètres influant sur le montant (total ou moyen) et la nature des dépenses culturelles d'une collectivité (tel le champ variable des compétences prises en charge par une collectivité) ne peuvent être quantifiés par l'enquête et ne permettent pas jusqu'à présent la constitution d'un indicateur/critère pertinent.

Les données financières sur les réseaux d'établissements subventionnés ne constituent pas une observation régionale mais sont des sources à mobiliser dans la perspective d'une observation régionale. Le plus souvent partielles et relatives à certains types d'établissements, elles ne permettent pas de construire une vision d'ensemble d'un domaine culturel ou d'un ensemble d'équipement sur un territoire donné.

Options possibles pour l'observation en région des dépenses culturelles

Étant donné que les données disponibles à partir de l'enquête nationale concernent un nombre restreint de collectivités par région et ne constituent pas une base suffisante pour permettre une exploitation statistique au niveau régional, deux options sont envisageables pour mener une observation en région des dépenses culturelles :

- soit réaliser une enquête similaire à l'enquête nationale sur la région concernée ;
- soit réaliser une enquête ciblée sur une ou plusieurs collectivités ne faisant pas partie de l'échantillon national.

Réaliser une enquête régionale similaire à l'enquête nationale

L'enquête nationale fournit aux collectivités d'une région des informations sur les dépenses culturelles de certaines collectivités de la région (région, ensemble des départements, quelques communes de plus de 10 000 habitants et quelques établissements publics de coopération intercommunale). Toutefois, ces informations ne sont pas représentatives au niveau régional puisque cette dimension n'a pas été intégrée lors du tirage de l'échantillon. En conséquence, au niveau d'une région, la liste des collectivités interrogées résulte du hasard et ne reflète donc pas la structure démographique, financière et « urbaine » des collectivités de la région.

Pour avoir une lecture régionale des financements locaux de la culture, il faut construire un échantillon spécifique à chaque région qui tienne compte de la structure démographique et « urbaine » des collectivités propre à chaque région, et accroître (dans tous les cas vraisemblablement) le nombre de collectivités à interroger. Il convient de souligner que les critères pertinents à définir au niveau d'une enquête régionale peuvent différer de ceux retenus pour l'enquête nationale.

La méthode d'obtention des données après constitution de l'échantillon régional est détaillée dans le chapitre suivant.

Réaliser une enquête ciblée sur une ou plusieurs collectivités ne faisant pas partie de l'échantillon national

Dans le cas où l'on souhaite enquêter sur une ou des collectivités ne figurant pas dans l'échantillon national, ou si l'on ne souhaite pas s'engager dans une enquête similaire à l'enquête nationale, la méthodologie peut cependant être utilisée pour collecter et analyser les données relatives à cette/ces collectivités ou, par exemple, à l'ensemble des collectivités d'une agglomération ou de tout autre territoire infrarégional intéressant (pays, etc.). Mais dans ce cas, l'étude n'a pas de visée statistique.

Limites de la transposition à la région de la méthodologie du DEPS pour l'enquête nationale

La constitution d'un échantillon régional permet la production de statistiques régionalisées sur les volumes budgétaires que chaque type de collectivités consacre à la culture. On peut mettre en regard les volumes budgétaires des différents types de collectivité, mais il ne peut s'agir que d'une juxtaposition de données, sauf à produire une présentation consolidée des finances culturelles régionales. Pour ce faire, il est nécessaire de neutraliser les transferts entre collectivités (subventions, participations, contingents...) qui apparaissent en double compte de dépenses¹⁰.

Pour pouvoir opérer cette neutralisation, il est nécessaire d'identifier les collectivités bénéficiaires de subventions afin de pouvoir retrancher du montant total des subventions versées par les régions et départements aux communes et EPCI le montant qui bénéficie aux seuls villes et EPCI de plus de 10 000 habitants dont on a évalué la dépense ; ceci nécessite une investigation supplémentaire, cette information n'étant que rarement contenue dans les comptes administratifs.

Les autres limites de l'enquête nationale mentionnées plus haut demeurent.

Compléments et expérimentations possibles

Approche consolidée des comptes d'un ensemble de collectivités sur un territoire donné

Si l'on poursuit l'objectif de parvenir à un chiffrage consolidé à l'échelle régionale (ou infrarégionale : agglomération ou autre périmètre intercommunal...) du financement public de la culture, il est alors nécessaire d'élaborer une méthodologie pour la neutralisation des transferts entre les collectivités et pour la prise en compte des recettes culturelles.

10. Voir *supra*, p. 13 « Les limites des données existantes pour l'observation en région ».

On peut anticiper plusieurs difficultés pour ces types d'enquête et les écueils que les méthodologies devront éviter.

Parmi ces difficultés :

- identifier, à partir de documents comptables existants, chaque bénéficiaire individuel des transferts (subventions ou autre) d'une collectivité en matière culturelle, qu'il s'agisse d'autres collectivités, d'établissements ou d'acteurs culturels ;
- déterminer la localisation géographique d'une partie des bénéficiaires ;
- isoler les recettes culturelles d'une collectivité, une partie des recettes étant des dotations globalisées auxquelles il est difficile d'attribuer une « part culture » ;
- prendre en compte des prestations en nature.

Enfin, pour les investigations portant sur des établissements ou des équipements précis, un recensement exhaustif est souvent un préalable à toute enquête soit directement auprès d'eux, soit pour établir une base de sondage, soit enfin pour enquêter les collectivités concernées par ces équipements.

Approche du financement d'actions culturelles spécifiques

Pour effectuer un suivi des dépenses relatives à un type précis d'action culturelle, comme les festivals par exemple, à partir de documents comptables existants, ou relatives à un type d'établissement ou d'équipement (les établissements d'enseignements artistiques...) ou à une ou plusieurs compétences culturelles particulières ayant par exemple fait l'objet de transfert de décentralisation, la mise en œuvre d'investigations ciblées est nécessaire : elles devront être plus précises que ce qui est envisageable à partir de la méthodologie de l'enquête nationale.

Il convient de souligner que dans le cas d'investigations portant sur des établissements ou des équipements précis, un recensement exhaustif est souvent un préalable à toute enquête, soit directement auprès d'eux, soit pour établir une base de sondage, soit enfin pour enquêter les collectivités concernées par ces équipements.

Recommandations pour utiliser en région l'enquête nationale

Comment obtenir les données traitées par le DEPS dans le cadre de l'enquête nationale ?

Les données de l'enquête nationale ont été collectées et élaborées dans un but statistique et répondent à certaines obligations en matière de protection de l'information. À ce titre, le DEPS s'est engagé auprès des collectivités enquêtées¹¹ à ne diffuser aucune information individuelle sans avoir reçu l'autorisation expresse des collectivités concernées.

Le DEPS adresse directement aux collectivités enquêtées un courrier pour demander l'autorisation de communiquer les données validées par elles à une liste explicite de destinataires : associations nationales d'élus (l'AMF, l'AMGVF, l'AMPVF, l'AMVBF, l'ADCF, l'ADF, l'ARF, FNCC), Direction générale des collectivités locales (DGCL – Ministère de l'intérieur), directions sectorielles du Ministère de la culture et directions régionales des affaires culturelles. Une copie de ce courrier est adressée aux DRAC.

Dès que cette autorisation est donnée au DEPS, les données peuvent être mises à disposition des organismes cités qui en ont fait la demande¹².

Comment lire et analyser ces données ?

Les fichiers susceptibles d'être transmis contiennent deux types d'éléments : des fiches signalétiques ; une base de données régionales relative aux collectivités ayant donné leur accord pour la diffusion des données.

11. La liste des collectivités interrogées dans le cadre de l'enquête nationale, avec mention de leur réponse (ou non-réponse) figure en annexe 1.

12. Les données sont mises à disposition sous forme de fichiers *excel*.

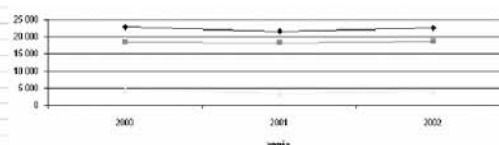
La fiche signalétique, élaborée pour chaque collectivité, permet d'avoir une lecture synthétique des informations recueillies au travers de tableaux et graphiques (voir fiche modèle ci-dessous). Les informations suivantes y figurent :

- les volumes budgétaires par domaine et par nature ;
- les principaux ratios d'analyse (effort culturel et euro/habitant) qui permettent de mesurer l'ampleur et l'orientation des crédits culturels engagés par chaque collectivité.

Commune de "Cadécal"											
Dépenses culturelles par domaine et par nature											
	30	31	312	313	314	32	322	323	324	33	TOTAL
	Services communs	Expression musicale, lyrique et chorégraphique	Expression artistique	Théâtres	Cinéma et autres salles de spectacles	Bibliothèques et médiathèques	musées	archives	entretien du patrimoine culturel	action culturelle	
Charges à caractère général	0	103	102	0	0	739	359	61	78	648	2 032
Charges de personnel	0	3 112	1 844	32	0	3 461	1 582	148	549	819	11 545
Autres charges de gestion courante	0	1 136	0	1 069	0	0	42	0	0	2 609	5 056
dont subventions de fonctionnement	0	1 123	0	1 030	0	0	42	0	0	2 702	4 997
dont subventions d'équipement	0	0	0	27	0	0	0	0	0	76	102
dont fonds de concours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
charges exceptionnelles	0	52	0	0	0	0	2	0	0	1	54
autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
total fonctionnement	0	4 403	1 946	1 101	0	4 199	1 904	154	626	4 274	18 688
Emprunts et dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'équipement	0	76	177	8	1	172	2 640	26	564	262	3 926
autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
total investissement	0	76	177	8	1	172	2 640	26	564	262	3 926
Total	0	4 479	2 123	1 109	1	4 371	4 623	180	1 191	4 536	22 614

année	2000 *	2001 *	2002
Dépenses de fonctionnement	18 599	18 259	18 688
Dépenses d'investissement	4 433	3 412	3 926
évolution		-23,0%	15,0%
Effort culturel (fonctionnement)	12,2%	12,8%	12,8%
Effort culturel (total)	11,4%	11,5%	10,8%

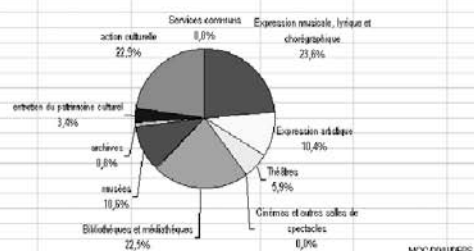
Evolution des dépenses culturelles entre 2000 et 2002 en milliers d'euros



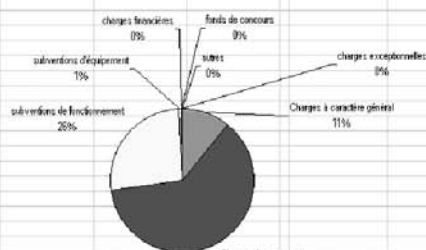
Dépenses en euros par habitant

	30	31	312	313	314	32	322	323	324	33	TOTAL
	Services communs	Expression musicale, lyrique et chorégraphique	Expression artistique	Théâtres	Cinéma et autres salles de spectacles	Bibliothèques et médiathèques	musées	archives	entretien du patrimoine culturel	action culturelle	
Charges à caractère général	-	0,8	0,8	0,0	-	5,5	2,7	0,0	0,6	4,8	15,1
Charges de personnel	-	23,2	13,7	0,2	-	25,8	11,8	1,1	4,1	6,1	86,0
Autres charges de gestion courante	-	8,6	-	8,0	-	-	0,3	-	-	20,9	37,7
dont subventions de fonctionnement	-	8,4	-	7,7	-	-	0,3	-	-	20,1	36,5
dont subventions d'équipement	-	-	-	0,2	-	-	-	-	-	0,8	0,8
dont fonds de concours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
charges exceptionnelles	-	0,4	-	-	-	0,0	0,0	-	-	0,0	0,4
autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
total fonctionnement	-	32,8	14,5	8,2	-	31,3	14,8	1,1	4,7	31,8	139,2
Emprunts et dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'équipement	-	0,6	1,3	0,1	0,0	1,3	19,7	0,2	4,2	2,0	29,2
autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
total investissement	-	0,6	1,3	0,1	0,0	1,3	19,7	0,2	4,2	2,0	29,2
Total	-	33,4	15,8	8,3	0,0	32,6	34,4	1,3	8,9	33,8	168,5

répartition des dépenses culturelles de fonctionnement par domaine



répartition des dépenses culturelles de fonctionnement par nature



Des exploitations statistiques complémentaires peuvent être réalisées en mobilisant les informations de base qui sont également fournies.

Reproduction de l'enquête nationale auprès d'autres collectivités de la région

Bâtir un échantillon qui tienne compte des spécificités régionales

Afin de rationaliser l'enquête et d'en minimiser le coût, un échantillon régional de collectivités locales doit être constitué qui permet de produire une estimation fiable des dépenses engagées par l'ensemble des collectivités de la région sans les interroger toutes.

Cette démarche doit impérativement être menée indépendamment des données disponibles au travers de l'enquête nationale et nécessite la mise en œuvre de techniques statistiques ; dans la plupart des cas, l'échantillon régional impliquera l'interrogation de collectivités non interrogées par le DEPS.

Réaliser le relevé a minima des dépenses culturelles¹³ inscrites au compte administratif des collectivités non interrogées par le DEPS

Ce relevé, qui permet une première estimation des dépenses culturelles, nécessite une connaissance minimale des grands principes de la comptabilité publique et de la structure des documents budgétaires. Pour ce faire, quelques éléments sont indiqués ci-dessous.

Les collectivités locales disposent aujourd'hui de comptabilités s'inspirant du Plan comptable général (PCG) de 1982 et ce depuis :

1997	M 14	Communes, groupements, caisse des écoles, CCAS
2004	M52	Départements
2005	M71	Régions

Les budgets sont votés par nature et par fonction. Une même fonction recense tout ce qui concerne une activité donnée, qu'elle soit réalisée directement par la collectivité, ou indirectement par des tiers grâce à des subventions versées. Contrairement à une approche de la comptabilité analytique, qui permet de déga-ger les coûts et les prix de revient de chaque service ou de chaque équipement, la nomenclature fonctionnelle permet uniquement de répartir, par secteur d'ac-tivité et par grande masse, les crédits ouverts au budget.

13. Dépenses identifiées comme culturelles par les nomenclatures comptables en vigueur : fonction 3 de la nomen-clature M14 applicable aux communes et EPCI, fonction 945-2 de la nomenclature M51 applicable aux départements (jusqu'à l'exercice comptable 2004 avant généralisation de la M52).

Le compte administratif :

- constate la réalisation des recettes et des dépenses de l'exercice précédent et arrête les comptes ;
- rappelle les prévisions budgétaires et fait ressortir « les restes à réaliser ».

Le compte administratif d'une année N est voté en N + 1 avant le 30 juin. De nombreuses collectivités votent néanmoins leur compte administratif entre janvier et mars N + 1.

Le compte administratif d'une collectivité est un document public et doit donc être produit par l'ensemble des collectivités : s'il est bien sûr préférable d'associer celles-ci à la démarche de collecte des informations, on peut toutefois se passer de leur concours en cas de difficultés : les comptes administratifs sont transmis pour contrôle de légalité aux services préfectoraux qui peuvent éventuellement être sollicités, à l'instar de la DGCL à laquelle le DEPS a eu recours pour consulter les comptes administratifs de quelques collectivités qui ne les avaient pas adressés.

Procéder à des travaux complémentaires

Ces travaux nécessitent la contribution des collectivités et sont indispensables si l'on veut chiffrer de façon exhaustive et précise les dépenses de chaque collectivité :

- identifier les dépenses culturelles inscrites en dehors du chapitre comptable dédié à la culture :
 - soit parce que ces dépenses relèvent de programmes non spécifiquement culturels (programmes éducatifs, sociaux, touristiques, etc.) ;
 - soit parce que les dépenses d'administration générale (personnel et autres frais) ne font pas l'objet d'une gestion analytique permettant leur répartition par fonction au sein du compte administratif.

Les informations complémentaires ainsi collectées permettent de « corriger » l'estimation des dépenses culturelles qui résulterait de la seule lecture des comptes administratifs. La correction apportée n'est pas marginale puisque, pour les communes, elle majore de 12 % en moyenne le montant figurant au compte administratif ;

- vérifier la bonne imputation et la bonne ventilation des dépenses par domaine à l'intérieur de la fonction culturelle, en procédant éventuellement à une requalification de ces dépenses – notamment pour :
 - les dépenses d'administration culturelles ;
 - ou les subventions aux associations, parfois globalisées, qui représentent une part importante des dépenses et dont la finalité est relativement pérenne ; on pourra ici constituer un registre et utiliser une nomenclature plus fine que la nomenclature comptable.

Le questionnaire utilisé par le DEPS pour ces travaux complémentaires au relevé des dépenses dans le compte administratif peut être utilisé en région, mais d'autres voies au niveau régional peuvent être envisagées : entretiens sur place, etc.

Procéder aux traitements des données

Afin de pouvoir exploiter les données collectées, il convient de les rassembler dans une base de données pour permettre leur contrôle et leur validation, ainsi que la mise en œuvre des procédures statistiques d'extrapolation et d'analyse.

Annexes

Annexe I

Liste des collectivités interrogées dans le cadre de l'enquête nationale

Annexe II

Nomenclatures comptables

Annexe III

**Questionnaire visant à recueillir les informations complémentaires
aux données du compte administratif**

Liste des collectivités interrogées dans le cadre de l'enquête nationale

Les tableaux présentés ci-après (p. 26 à 38) donnent la liste par région des collectivités qui ont été interrogées dans le cadre de l'enquête nationale.

Pour les communes, la colonne « résultats » indique si la collectivité a répondu ou pas à l'enquête (si oui, des données sont disponibles : résultats = oui = 1, si non = 0 pas de résultats).

Pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) :

- la colonne « Résultats » indique si la collectivité a répondu ou pas à l'enquête. Cela ne permet pas d'en conclure qu'elle dispose ou pas de tout ou partie de la compétence culture ;
- la colonne « Dépense culturelle » ne concerne que les EPCI et indique pour ceux qui ont répondu s'il y a effectivement des dépenses au titre de la culture. Là encore, cela ne permet pas d'en conclure qu'elle dispose ou pas de tout ou en partie de la compétence culture. Il est en effet possible que des EPCI ayant la compétence n'aient pas de dépenses effectives, voire que des EPCI n'ayant pas la compétence aient cependant des dépenses effectives.

Pour lire les tableaux

Par exemple, dans la liste des collectivités enquêtées en Alsace :

- Le conseil régional d'Alsace a répondu à l'enquête, donc :
 $\text{résultats} = \text{oui} = 1$.
- La commune de Hoenheim, enquêtée, n'a pas répondu. Aucune donnée n'est donc disponible pour cette collectivité, donc :
 $\text{résultats} = \text{non} = 0$.
- La communauté de commune de la région de Saverne, enquêtée, a répondu, donc :
 $\text{résultats} = \text{oui} = 1$,
 mais elle n'a engagé aucune dépense culturelle, donc pas de donnée, donc :
 $\text{dépense culturelle} = \text{non} = 0$
- La communauté de commune de Sélestat et environs n'a pas répondu, donc :
 $\text{résultats} = \text{non} = 0$,
 information sur les dépenses non communiquée
 (nc)
- La communauté urbaine de Strasbourg a répondu, donc :
 $\text{résultats} = \text{oui} = 1$
 et elle a engagé des dépenses culturelles, donc :
 $\text{dépense culturelle} = \text{oui} = 1$.

Alsace

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional d'Alsace	1	
Conseil général du Bas-Rhin	1	
Commune de Hoenheim	0	
Commune de Lingolsheim	1	
Commune d'Ostwald	0	
Commune de Strasbourg	1	
Communauté de communes de la région de Saverne	1	0
Communauté de communes de Selestat et environs	0	nc
Communauté de communes du pays de Sainte-Odile	1	0
Communauté urbaine de Strasbourg	1	1
Conseil général du Haut-Rhin	1	
Commune de Colmar	1	
Commune de Kingersheim	1	
Commune de Mulhouse	1	
Commune de Riedisheim	1	
Commune de Wittenheim	0	
Communauté d'agglomération de Colmar	1	0
Communauté de communes des Collines	0	nc
Communauté de l'agglomération Mulhouse Sud Alsace	1	0

Aquitaine

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de Dordogne	1	
Commune de Bergerac	1	
Communauté d'agglomération Périgourdine	1	0
Communauté de communes de Bergerac Pourpre	1	0
Conseil régional d'Aquitaine	1	
Conseil général de Gironde	1	
Commune de Begles	1	
Commune de Bordeaux	1	
Commune de Floirac	1	
Commune de Pessac	1	
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud	1	0
Communauté urbaine de Bordeaux	1	1
Conseil général des Landes	1	
Commune de Dax	1	
Communauté de communes du Grand Dax	1	0
Conseil général du Lot-et-Garonne	1	
Communauté d'agglomération d'Agen	1	0
Communauté de communes du Val de Garonne	1	0
Communauté de communes du Villeneuvois	1	0
Conseil général des Pyrénées-Atlantiques	1	
Commune d'Anglet	1	
Commune de Bayonne	1	
Commune de Billère	1	
Commune de Hendaye	0	
Commune de Pau	1	

Communauté d'agglomération de Bayonne Anglet Biarritz	1	1
Communauté d'agglomération de Pau – Pyrénées	1	1

Auvergne

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de l'Allier	1	
Commune de Vichy	1	
Communauté d'agglomération de Moulins	1	1
Communauté d'agglomération de Vichy Val d'Allier	1	0
Communauté de l'agglomération montluçonnaise	1	1
Conseil général du Cantal	1	
Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	1	1
Conseil général de Haute-Loire	1	
Communauté d'agglomération du Puy-en-Velay	1	1
Conseil régional d'Auvergne	1	
Conseil général du Puy-de-Dôme	1	
Commune de Clermont-Ferrand	0	
Clermont communauté	1	1
Communauté de communes « Riom communauté »	1	0
Communauté de communes de Thiers communauté	1	0

Bourgogne

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Bourgogne	1	
Conseil général de Côte-d'Or	1	
Commune de Chenove	1	
Commune de Dijon	1	
Communauté d'agglomération dijonnaise	1	0
Conseil général de la Nièvre	1	
Communauté d'agglomération de Nevers	0	nc
Communauté de Communes Loire et Nohain	1	1
Conseil général de Saône-et-Loire	1	
Commune d'Autun	1	
Commune de Chalon-sur-Saône	1	
Commune de Montceau-les-Mines	1	
Communauté d'agglomération Chalon – Val de Bourgogne	1	1
Communauté de communes de l'Autunois	1	0
Communauté urbaine Creusot Montceau	1	1
Conseil général de l'Yonne	1	
Communauté de communes du Senonais	0	nc

Bretagne

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de Côtes-d'Armor	1	
Commune de Saint-Brieuc	1	

Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales

Communauté d'agglomération de Saint Brieuc	1	1
Communauté d'agglomération Lannion Tregor	1	0
Communauté de communes « Lamballe communauté »	0	nc
Communauté de communes Cideral	0	nc
Communauté de communes de Dinan	1	1
Conseil général du Finistère	1	
Commune de Brest	1	
Commune de Concarneau	1	
Communauté d'agglomération du pays de Morlaix	0	nc
Communauté d'agglomération Quimper communauté	1	1
Communauté de communes de Concarneau Cornouaille	0	nc
Communauté de communes du pays de Quimperlé	1	1
Communauté urbaine de Brest	1	1
Conseil régional de Bretagne	1	
Conseil général de l'Ille-et-Vilaine	1	
Commune de Bruz	0	
Commune de Rennes	1	
Communauté d'agglomération du pays de Saint-Malo	1	0
Communauté d'agglomération Rennes métropole	1	1
Communauté de communes du pays de Redon	1	1
Vitré communauté	1	1
Conseil général du Morbihan	1	
Commune de Lorient	1	
Communauté d'agglomération « Cap Lorient »	1	1
Communauté d'agglomération du pays de Vannes	1	1

Centre

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général du Cher	1	
Communauté de communes Cœur de France	1	0
Conseil général de l'Eure-et-Loir	1	
Commune de Lucé	1	
Commune de Mainvilliers	1	
Communauté d'agglomération Chartres métropole	1	0
Communauté d'agglomération du Drouais	1	0
Conseil général de l'Indre	1	
Communauté d'agglomération Castelroussine	1	1
Communauté de communes du Pays d'Issoudun	1	1
Conseil général de l'Indre-et-Loire	1	
Commune de Chambray-les-Tours	1	
Commune de Joue-les-Tours	1	
Commune de Saint-Avertin	0	
Commune de Tours	1	
Communauté d'agglomération Tours plus	1	1
Conseil général du Loir-et-Cher	1	
Communauté d'agglomération de Blois	1	0
Communauté de communes du pays de Vendôme	0	nc
Conseil régional de Centre	1	
Conseil général du Loiret	1	
Commune de Montargis	1	
Commune d'Orléans	0	
Commune de Saran	0	

Communauté d'agglomération montargoise et rives du Loing	1	1
Communauté d'agglomération Orléans Val de Loire	1	0
Communauté des communes Giennoises	1	1

Champagne-Ardenne

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général des Ardennes	1	
Communauté de communes du pays sedanais	1	0
Conseil général de l'Aube	1	
Commune de Sainte-Savine	1	
Commune de Troyes	1	
Communauté de l'agglomération troyenne	1	1
Conseil régional de Champagne-Ardenne	1	
Conseil général de La Marne	1	
Commune d'Épernay	1	
Commune de Reims	1	
Commune de Tinquex	0	
Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne	1	1
Communauté d'agglomération de Reims	1	0
Communauté de communes de Vitry-le-François	1	0
Communauté de communes Épernay – pays de Champagne	1	0
Conseil général de Haute-Marne	1	

Corse

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Corse	1	
Conseil général de Corse-du-Sud	1	
Conseil général de Haute-Corse	1	
Communauté d'agglomération de Bastia	1	0

Franche-Comté

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Franche-Comté	1	
Conseil général du Doubs	1	
Commune de Besançon	1	
Commune de Valentigney	0	
Communauté d'agglomération du Grand Besançon	0	nc
Communauté d'agglomération du pays de Montbéliard	1	1
Conseil général du Jura	1	
Commune de Dole	1	
Communauté de communes du Jura dolois	1	0
Conseil général de Haute-Saône	1	
Communauté de communes de l'agglomération de Vesoul	1	0
Conseil général du Territoire de Belfort	1	
Commune de Belfort	1	
Communauté de l'agglomération belfortaine	1	1

Île-de-France

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional d'Île-de-France	1	
Conseil général de Paris	1	
Commune de Paris	1	
Conseil général de Seine-et-Marne	1	
Commune de Lagny-sur-Marne	1	
Commune de Lognes	0	
Commune de Mee-sur-Seine	0	
Commune de Melun	1	
Commune de Torcy	0	
Communauté d'agglomération Melun Val de Seine	1	1
Communauté de communes de l'agglomération Fontainebleau-Avon	1	0
Communauté de communes de Marne et Gondoire	1	0
Communauté de communes de Seine école	1	0
Communauté de communes des Templiers	1	0
San de Marne-la-Vallée – Val Maubuée	1	1
Syndicat d'agglomération nouvelle de Sénart Ville nouvelle	1	1
Syndicat d'agglomération nouvelle du Val d'Europe	1	1
Conseil général des Yvelines	1	
Commune de Mantes-la-Ville	1	
Commune de Montesson	0	
Commune de Saint-Cyr-l'École	1	
Commune de Versailles	1	
Commune de Voisins-le-Bretonneux	1	
Communauté d'agglomération de Mantes en Yvelines	1	1
Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	1	1
Conseil général de l'Essonne	1	
Commune de Corbeil-Essonnes	0	
Commune de Courcouronnes	0	
Commune d'Étampes	1	
Commune de Gif-sur-Yvette	1	
Commune de Juvisy-sur-Orge	1	
Commune de Mennecy	1	
Commune de Montgeron	1	
Commune de Morsang-sur-Orge	0	
Commune de Verrières-le-Buisson	1	
Communauté d'agglomération du Plateau de Saclay	0	nc
Communauté d'agglomération du Val d'Orge	1	1
Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	1	1
Communauté d'agglomération Seine Essonne	1	0
Communauté de communes « Les portes de l'Essonne »	0	nc
San de Sénart en Essonne	1	1
Conseil général des Hauts-de-Seine	1	
Commune de Boulogne-Billancourt	1	
Commune de Chaville	1	
Commune de Courbevoie	0	
Commune d'Issy-les-Moulineaux	1	
Commune de Levallois-Perret	1	
Commune de Meudon	1	
Commune de Sceaux	1	
Commune de Sèvres	1	
Commune de Suresnes	1	
Commune de Ville-d'Avray	0	

Communauté d'agglomération Arc-de-Seine	1	0
Conseil général de Seine-Saint-Denis	1	
Commune d'Aubervilliers	1	
Commune d'Aulnay-sous-Bois	1	
Commune du Blanc-Mesnil	0	
Commune de Bobigny	0	
Commune de Drancy	0	
Commune d'Épinay-sur-Seine	1	
Commune de Montreuil	1	
Commune de Noisy-le-Grand	0	
Commune de Pré-Saint-Gervais	1	
Commune de Saint-Denis	0	
Commune de Villetaneuse	1	
Communauté d'agglomération plaine commune	1	0
Conseil général du Val-de-Marne	1	
Commune de Créteil	0	
Commune de Gentilly	0	
Commune de Queue-en-Brie	1	
Commune de Vincennes	1	
Communauté d'agglomération de La vallée de La Marne	1	1
Communauté d'agglomération Haut Val de Marne	1	0
Communauté d'agglomération Plaine centrale du Val de Marne	1	1
Communauté d'agglomération Val de Bièvre	1	0
Conseil général du Val-d'Oise	1	
Commune d'Argenteuil	1	
Commune d'Arnouville-les-Gonesse	0	
Commune de Corneilles-en-Parisis	1	
Commune de Franconville	0	
Commune de Gonesse	1	
Commune de Herblay	1	
Commune de Jouy-le-Moutier	0	
Commune de Montmagny	0	
Commune de Sarcelles	1	
Commune de Vauréal	1	
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise	1	1
Communauté d'agglomération de La vallée de Montmorency	1	0
Communauté d'agglomération Val De France	0	nc
Communauté de communes Roissy Porte de France	0	nc

Languedoc-Roussillon

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de l'Aude	1	
Communauté d'agglomération du Carcassonnais	1	1
Conseil général du Gard	1	
Commune de Nîmes	1	
Commune de Saint-Gilles	1	
Communauté d'agglomération du Grand Alès en Cévennes	1	1
Communauté de communes « Beaucaire – Terre d'argence »	1	0
Nîmes Métropole	1	0
Conseil régional de Languedoc-Roussillon	1	
Conseil général de l'Hérault	1	
Commune de Frontignan	1	

Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales

Commune de Montpellier	1	
Communauté d'agglomération Beziers Méditerranée	1	0
Communauté d'agglomération du Bassin de Thau	1	0
Communauté d'agglomération Hérault Méditerranée	1	0
Communauté de communes du pays de Lunel	1	0
Montpellier agglomération	1	1
Conseil général de Lozère	1	
Conseil général des Pyrénées-Orientales	1	
Commune de Perpignan	0	
Communauté d'agglomération Perpignan Méditerranée	1	1

Limousin

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de Corrèze	1	
Commune de Brive-la-Gaillarde	1	
Commune de Tulle	1	
Communauté d'agglomération de Brive	1	0
Communauté de communes du pays de Tulle	1	0
Conseil général de La Creuse	1	
Conseil régional de Limousin	1	
Conseil général de Haute-Vienne	1	
Commune de Limoges	1	
Communauté d'agglomération Limoges métropole	1	0

Lorraine

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Lorraine	1	
Conseil général de la Meurthe-et-Moselle	1	
Commune de Luneville	0	
Commune de Nancy	1	
Commune de Vandœuvre-les-Nancy	1	
Communauté de communes du Lunellois	1	0
Communauté de communes du pays de Pont-à-mousson	1	0
Communauté urbaine du Grand Nancy	1	0
Conseil général de La Meuse	1	
Commune de Bar-le-Duc	0	
Commune de Verdun	0	
Communauté de communes de Bar-le-Duc	1	0
Communauté de communes de Verdun	0	nc
Conseil général de La Moselle	1	
Commune de Hayange	1	
Commune de Marly	1	
Commune de Metz	1	
Commune de Montigny-les-Metz	1	
Communauté d'agglomération de Forbach porte de France	1	1
Communauté d'agglomération de Metz métropole	1	0
Communauté d'agglomération de Sarreguemines Confluences	1	0
Communauté d'agglomération du Val de Fensch	1	1
Conseil général des Vosges	1	

Midi-Pyrénées

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de l'Ariège	1	
Conseil général de l'Aveyron	1	
Communauté d'agglomération du Grand Rodez	1	1
Conseil régional de Midi-Pyrénées	1	
Conseil général de Haute-Garonne	1	
Commune de Balma	0	
Commune de Castanet-Tolosan	0	
Commune de Colomiers	1	
Commune de Plaisance-du-Touch	0	
Commune de Toulouse	1	
Commune de l'Union	1	
Communauté d'agglomération du Grand Toulouse	1	0
Communauté d'agglomération du Muretain	1	0
Communauté d'agglomération Sicoval	1	1
Communauté de communes de La Save-au-Touch	1	0
Communauté de communes du Saint-Gaudinois	0	nc
Conseil général du Gers	1	
Communauté de communes du Grand Auch	1	0
Conseil général du Lot	1	
Communauté de communes du pays de Cahors	1	1
Communauté de communes du pays de Figeac – Cajarc	0	nc
Conseil général des Hautes-Pyrénées	1	
Communauté d'agglomération du Grand Tarbes	1	0
Conseil général du Tarn	1	
Commune de Carmaux	1	
Communauté d'agglomération de Castres Mazamet	1	1
Communauté d'agglomération de l'Albigeois	1	0
Communauté de communes du Carmausin	0	nc
Communauté de communes Tarn et Dadou	0	nc
Conseil général du Tarn-et-Garonne	1	
Communauté du Pays de Montauban et des Trois Rivières	1	1

Nord-Pas-de-Calais

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Nord-Pas-de-Calais	1	
Conseil général du Nord	1	
Commune de Condé-sur-l'Escaut	1	
Commune de Dunkerque	1	
Commune de Faches-Thumesnil	0	
Commune de Fourmies	1	
Commune de Haubourdin	0	
Commune de Hautmont	1	
Commune de Jeumont	1	
Commune de Lambersart	1	
Commune de Lille	1	
Commune de Marcq-en-Baroeul	1	
Commune de Maubeuge	1	
Commune de Ronchin	1	

Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales

Commune de Roncq	1	
Commune de Roubaix	0	
Commune de Sin-le-Noble	0	
Commune de Tourcoing	1	
Commune de Valenciennes	1	
Commune de Villeneuve-D'Ascq	1	
Communauté d'agglomération de Cambrai	1	0
Communauté d'agglomération de La Porte du Hainaut	1	1
Communauté d'agglomération du Douaisis	1	0
Communauté d'agglomération Maubeuge Val de La Sambre	1	1
Communauté d'agglomération Valenciennes Métropole	1	1
Communauté de communes Action Fourmies et environs	1	0
Communauté de communes de l'Est Cambresis	0	nc
Communauté de communes Sambre – Avesnois	1	0
Communauté urbaine de Dunkerque Grand Littoral	1	1
Communauté urbaine de Lille Métropole	1	1
Conseil général du Pas-de-Calais	1	
Commune de Béthune	0	
Commune de Bruay-La-Buissière	1	
Commune de Calais	1	
Commune de Carvin	0	
Commune de Courrières	0	
Commune de Lens	0	
Commune de Liévin	1	
Commune de Longuenesse	1	
Communauté d'agglomération d'Henin Carvin	1	1
Communauté d'agglomération de l'Artois	1	0
Communauté d'agglomération de Saint-Omer	1	1
Communauté d'agglomération du Calaisis	1	0
Communauté d'agglomération de Lens – Liévin	1	1
Communauté de communes d'Aire-sur-La-Lys	1	1
Communauté urbaine d'Arras	0	nc

Basse-Normandie

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Basse-Normandie	1	
Conseil général du Calvados	1	
Commune de Bayeux	0	
Commune de Caen	0	
Commune de Herouville-Saint-Clair	1	
Communauté d'agglomération de Caen La Mer	1	0
Communauté de communes Bayeux – Intercom	1	0
Conseil général de La Manche	1	
Commune d'Equeurdreville-Hainneville	0	
Commune de Granville	0	
Communauté de communes de l'agglomération Saint-Loise	1	0
Communauté de communes du canton de Coutances	0	nc
Communauté de communes du Pays Granvillais	1	0
Communauté urbaine de Cherbourg	1	0
Conseil général de l'Orne	1	
Communauté d'agglomération du pays de Flers	1	1
Communauté de communes du pays d'Argentan	0	nc
Communauté urbaine d'Alençon	1	1

Haute-Normandie

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de l'Eure	1	
Commune d'Évreux	1	
Communauté d'agglomération d'Évreux	1	0
Communauté d'agglomération des portes de l'Eure	1	0
Conseil régional de Haute-Normandie	1	
Conseil général de Seine-Maritime	1	
Commune de Deville-les-Rouen	1	
Commune de Dieppe	1	
Commune de Grand-Quevilly	1	
Commune du Havre	1	
Commune de Montivilliers	1	
Commune de Rouen	1	
Commune d'Yvetot	1	
Communauté d'agglomération de la région Dieppoise	1	0
Communauté de communes de la région d'Yvetot	1	1
Communauté de communes du canton de Bolbec	1	0
Communauté de l'agglomération Havraise	1	0
Communauté de l'agglomération Rouennaise	1	1

Pays-de-La-Loire

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil régional de Pays de La Loire	1	
Conseil général de Loire-Atlantique	1	
Commune de Chapelle-sur-Erdre	0	
Commune de Nantes	1	
Commune de Sainte-Luce-sur-Loire	0	
Commune de Saint-Nazaire	0	
Communauté d'agglomération Cap Atlantique	1	0
Communauté d'agglomération région Nazairienne et de l'Estuaire	1	0
Communauté de communes du Castelbriantais	0	nc
Communauté urbaine de Nantes	1	0
Conseil général du Maine-et-Loire	1	
Commune d'Angers	1	
Commune de Cholet	1	
Commune de Saumur	0	
Communauté d'agglomération d'Angers	1	0
Communauté d'agglomération du Choletais	1	0
Communauté d'agglomération Saumur Loire développement	1	1
Conseil général de La Mayenne	1	
Commune de Laval	1	
Laval agglomération	1	1
Conseil général de La Sarthe	1	
Commune d'Allonnes	0	
Commune Dumans	1	
Communauté urbaine du Mans	1	0
Conseil général de La Vendée	1	
Commune des Herbiers	1	
Commune de Roche-sur-Yon	0	

Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales

Communauté de communes des Olonnes	0	nc
Communauté de communes du pays des Herbiers	1	0
Communauté de communes du pays Yonnais	1	0

Picardie

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de l'Aisne	1	
Commune de Château-Thierry	1	
Commune de Chauny	1	
Commune de Saint-Quentin	1	
Communauté d'agglomération de Saint-Quentin	1	0
Communauté d'agglomération du Soissonnais	1	1
Communauté de communes Chauny Tergnier	1	0
Communauté de communes de la région de Château-Thierry	1	0
Communauté de communes du Laonnois	1	0
Communauté de communes du pays des Trois Rivières	1	1
Conseil général de l'Oise	1	
Commune de Beauvais	1	
Communauté d'agglomération du Beauvaisis	1	0
Communauté de communes de la haute vallée de l'Oise	1	0
Communauté de communes de l'aire Cantilienne	1	1
Communauté de communes des pays d'Oise et d'Halatte	1	0
Communauté de communes du pays de Valois	1	1
Communauté de communes rurales du Beauvaisis	0	nc
Communauté de l'agglomération Creilloise	1	0
Conseil régional de Picardie	1	
Conseil général de la Somme	1	
Commune d'Amiens	1	
Communauté d'agglomération Amiens Métropole	1	1

Poitou-Charentes

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de Charente	1	
Commune de Cognac	1	
Communauté d'agglomération du Grand Angoulême	1	1
Communauté de communes de Cognac	1	1
Conseil général de Charente-Maritime	1	
Commune de Rochefort	1	
Commune de La Rochelle	0	
Communauté d'agglomération de La Rochelle	1	1
Communauté d'agglomération du pays Rochefortais	1	1
Communauté de communes du pays Santon	1	0
Conseil général des Deux-Sèvres	1	
Commune de Bressuire	1	
Communauté de communes Cœur du Bocage	1	0
Communauté de communes de Parthenay	1	1
Communauté de communes du Thouarsais	1	1
Conseil régional de Poitou-Charentes	1	
Conseil général de La Vienne	1	

Commune de Poitiers	1	
Communauté d'agglomération de Poitiers	1	0
Communauté d'agglomération du Pays Chatelleraudais	1	1

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général des Alpes-de-Haute-Provence	1	
Commune de Digne-les-Bains	0	
Communauté de communes des Trois Vallées	1	0
Conseil général des Hautes-Alpes	1	
Commune de Briançon	1	
Communauté de communes du Briançonnais	0	nc
Conseil général des Alpes-Maritimes	1	
Commune d'Antibes	1	
Commune de Cagnes-sur-Mer	1	
Commune de Mandelieu-La-Napoule	1	
Commune de Mougins	1	
Commune de Nice	1	
Commune de Valbonne	1	
Commune de Vence	0	
Commune de Villeneuve-Loubet	1	
Communauté d'agglomération de La Riviera Française	1	0
Communauté d'agglomération de Nice – Côte d'Azur	1	0
Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis	1	0
Communauté d'agglomération Pôle Azur Provence	1	0
Communauté de communes Les Coteaux d'Azur	0	nc
Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	
Conseil général des Bouches-du-Rhône	1	
Commune d'Aix-en-Provence	1	
Commune de Châteauneuf-Les-Martigues	0	
Commune de Ciotat	1	
Commune de Marignane	0	
Commune de Marseille	1	
Commune de Plan-de-Cuques	0	
Commune de Port-de-Bouc	1	
Commune de Septèmes-Les-Vallons	0	
Communauté d'agglomération Agglopolo Provence	1	0
Communauté d'agglomération de l'ouest de l'Étang de Berre	1	0
Communauté d'agglomération du pays d'Aix-en-Provence	1	1
Communauté d'agglomération Garlaban Huveaune – Sainte-Baume	0	nc
Communauté urbaine Marseille Provence métropole	1	0
San Ouest Provence	1	1
Conseil général du Var	1	
Commune de Crau	1	
Commune de Hyères	1	
Commune de Sainte-Maxime	0	
Commune de Saint-Raphaël	1	
Commune de Seyne-sur-Mer	0	
Commune de Six-Fours-Les-Plages	0	
Commune de Toulon	1	
Communauté d'agglomération de Fréjus – Saint-Raphaël	1	0
Communauté d'agglomération Dracenoise	1	1

Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales

Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée	1	0
Communauté de communes de la vallée du Gapeau	1	0
Communauté de communes du Sud Sainte-Baume	1	0
Conseil général du Vaucluse	1	
Commune d'Avignon	1	
Commune de Pertuis	1	
Communauté d'agglomération du Grand Avignon	1	0

Rhône-Alpes

Collectivité enquêtée	Résultats oui = 1, non = 0	Dépense culturelle (pour les EPCI) oui = 1, non = 0
Conseil général de l'Ain	1	
Commune d'Ambérieu-en-Bugey	1	
Communauté d'agglomération de Bourg-en-Bresse	1	0
Conseil général de l'Ardèche	1	
Commune d'Annonay	1	
Commune de Guilherand-Granges	1	
Communauté de communes du bassin d'Annonay	1	0
Communauté de communes du Pays d'Aubenas – Vals	1	0
Conseil général de la Drome	1	
Commune de Romans-sur-Isère	1	
Commune de Valence	0	
Communauté de communes du pays de Romans	1	0
Conseil général de l'Isère	1	
Commune de Grenoble	1	
Communauté d'agglomération du pays Voironnais	1	0
Communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole	1	0
Syndicat d'agglomération nouvelle de l'Isle d'Abeau	0	nc
Conseil général de La Loire	1	
Commune de Montbrison	1	
Commune de Saint-Étienne	1	
Communauté d'agglomération de Saint-Étienne Métropole	1	1
Communauté d'agglomération le Grand Roanne	1	0
Communauté d'agglomération Loire Forez	1	0
Conseil régional de Rhône-Alpes	1	
Conseil général du Rhône	1	
Commune de Brignais	1	
Commune de Givors	1	
Commune de Lyon	1	
Commune de Mions	0	
Commune de Tassin-la-Demi-Lune	1	
Commune de Villeurbanne	1	
Communauté de communes de la vallée du Garon	1	0
Communauté de communes de l'agglomération de Villefranche	0	nc
Communauté de communes du pays de Tarare	1	0
Communauté de communes Rhone Sud	1	0
Communauté urbaine du Grand Lyon	1	1
Conseil général de Savoie	1	
Commune de Chambéry	1	
Commune de Motte-Servolex	1	
Communauté d'agglomération Chambéry métropole	1	1
Communauté de communes de la région d'Albertville	0	nc
Conseil général de Haute-Savoie	1	

Commune d'Annecy	1	
Commune d'Annemasse	1	
Commune de Cluses	0	
Commune de Rumilly	1	
Communauté de communes de l'agglomération Annemassienne	1	1
Communauté de communes du canton de Rumilly	1	0
Communauté de l'agglomération d'Annecy	1	1

Annexe II

Nomenclatures comptables

Identification des dépenses culturelles dans les nomenclatures comptables.

Nomenclature M14

(communes et établissements publics de coopération intercommunale)

Fonction 3 : culture

30 : Services communs

Cette sous-fonction regroupe les actions d'administration générale, de réglementation et de contrôle exercées par les collectivités en matière culturelle. Elle comprend aussi les aides aux associations œuvrant dans ce domaine, mais non ventilables à un degré plus fin de la nomenclature.

31 : Expression artistique

Cette sous-fonction comprend notamment :

- les aides à la création et à la diffusion des œuvres artistiques en tout genre ;
- la formation à la pratique personnelle des différentes disciplines artistiques.

311 : Expression musicale, lyrique et chorégraphique

Cette rubrique comprend :

- le fonctionnement des formations permanentes (orchestres, chorales, corps de ballet, etc.) ;
- les actions en faveur des activités musicale, lyrique ou chorégraphique (conservatoires nationaux de régions, conservatoires municipaux, écoles nationales et municipales de musique, programmation de spectacles, etc.).

312 : Arts plastiques et autres activités artistiques

Cette rubrique comprend :

- les actions en faveur de la pratique des arts plastiques et des autres disciplines artistiques (y compris aides aux associations œuvrant dans ce domaine) ;
- organisation d'expositions.

313 : Théâtres

Cette rubrique englobe :

- gestion des salles de spectacles municipales ;
- les scènes nationales ;
- fonctionnement des formations permanentes (troupes de théâtre) ;
- programmation des spectacles ;
- actions en faveur de la pratique des activités théâtrales (y compris les aides aux troupes théâtrales d'amateurs).

314 : Cinémas et autres salles de spectacles

Cette rubrique comprend la gestion des autres salles de spectacles municipales. Par salle de spectacle, il faut entendre des salles offrant le minimum nécessaire en équipement technique de scène (éclairage, sonorisation, cabine de projection). Les salles ne présentant pas ces caractéristiques sont considérées comme des salles de réunion et leur gestion relève de la sous-fonction 33 ou des rubriques 421 ou 422 selon les cas.

32 : Conservation et diffusion des patrimoines**321 : Bibliothèques et médiathèques**

Cette rubrique comprend :

- la gestion des bibliothèques de lecture, des bibliothèques de prêt ;
- la gestion des médiathèques de prêt (disques, films, etc.).

Cette rubrique ne comprend pas les actions menées en faveur des bibliothèques scolaires et universitaires, à classer dans la rubrique 255 « Classes de découverte et autres services annexes de l'enseignement ».

322 : Musées

Cette rubrique comprend la gestion des musées et galeries d'exposition de la commune (acquisitions, entretien et conservation, accueil du public, etc.).

323 : Archives

Cette rubrique comprend la conservation et la mise à disposition des archives historiques de la commune.

324 : Entretien du patrimoine culturel

Cette rubrique comprend :

- les interventions de restauration ou de consolidation sur les monuments et objets classés faisant partie du patrimoine de la commune, quelle que soit par ailleurs leur affectation (hôtel de ville, églises, chapelles ou temples) ;
- l'ouverture au public du patrimoine culturel de la commune, qu'il soit classé ou non ;
- les aides aux particuliers en vue de l'ouverture au public du patrimoine culturel qui leur appartient ;
- les actions d'inventaire et de fouilles archéologiques ;
- les sites et espaces historiques protégés.

Globalement, cette rubrique concerne le patrimoine culturel de la commune au sens large, que celui-ci soit classé, inscrit ou simplement d'intérêt local.

En revanche, la rubrique 324 ne comprend pas l'entretien des bâtiments précédemment cités lorsqu'il ne s'agit que d'assurer leur fonctionnement normal (à classer selon la fonction).

Les actions menées en faveur des sites naturels non historiques ne sont pas à classer dans cette rubrique, mais dans la rubrique 833 « Préservation du milieu naturel ».

33 : Action culturelle

Cette sous-fonction regroupe toutes les activités d'animation culturelle dans lesquelles la production ou l'enseignement artistique est secondaire.

Elle décrit notamment :

- les maisons de la culture ;
- l'organisation des festivals ;
- les salles des fêtes et salles polyvalentes (selon usage) ;
- les centres d'animation culturelle.

Nomenclature M52 (départements)

Extrait de la Fonction 3

Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

SOUS-FONCTION 30 – SERVICES COMMUNS

Cette sous-fonction regroupe les actions d'administration générale, de réglementation et de contrôle exercées par le département en faveur de la culture, de la vie sociale, de la jeunesse, du sport et des loisirs.

SOUS-FONCTION 31 – CULTURE

Cette sous-fonction comprend :

- les aides à la création et à la diffusion des œuvres artistiques en tout genre ;
- la formation à la pratique personnelle des différentes disciplines artistiques ;
- les actions en faveur du patrimoine culturel ;
- les bibliothèques.

Rubrique 311 – Activités artistiques et action culturelle

Cette rubrique comprend :

- le fonctionnement des formations permanentes (orchestres, chorales, corps de ballet, etc.) ;
- les actions en faveur des activités musicale, lyrique ou chorégraphique (conservatoires, écoles de musique, programmation de spectacles, etc.) ;
- les actions en faveur de la pratique des arts plastiques et des autres disciplines artistiques (y compris les aides aux associations œuvrant dans ce domaine) ;
- l'organisation d'expositions ;

- les cinémas et autres salles de spectacles ;
- les théâtres : subventionnement des salles de spectacles et des scènes nationales, fonctionnement des formations permanentes (troupes de théâtre), actions en faveur de la pratique des activités théâtrales (y compris les aides aux troupes d'amateurs) ;
- l'action culturelle (activités d'animation culturelle dans lesquelles la production ou l'enseignement artistique est secondaire : maisons de la culture, organisation de festivals, salles des fêtes et salles polyvalentes, centres d'animation culturelle).

Rubrique 312 – Patrimoine

Cette rubrique concerne le patrimoine culturel du département au sens large, que celui-ci soit classé, inscrit ou simplement d'intérêt local.

Cette rubrique comprend :

l'entretien et la protection du patrimoine culturel, tels que :

- les interventions de restauration ou de consolidation sur les monuments et objets classés ou non faisant partie du patrimoine du département, quelle que soit par ailleurs leur affectation (hôtel du département...). En revanche, cette rubrique ne comprend pas l'entretien des bâtiments précédemment cités lorsqu'il ne s'agit que d'assurer leur fonctionnement normal (à classer selon la fonction) ;
- l'ouverture au public du patrimoine culturel du département, qu'il soit classé ou non, les aides aux particuliers en vue de l'ouverture au public du patrimoine culturel qui leur appartient, les actions d'inventaire et de fouilles archéologiques, les sites et espaces historiques protégés. Les actions menées en faveur des sites naturels non historiques ne sont pas à classer dans cette rubrique, mais dans la rubrique 732 « Autres actions en faveur du milieu naturel ».

Rubrique 313 – Bibliothèques et médiathèques

Cette rubrique comprend :

- la gestion de la bibliothèque départementale de prêt ;
- la gestion des bibliothèques et médiathèques départementales ;
- les subventions accordées aux bibliothèques et médiathèques municipales.

Cette rubrique ne comprend pas les actions menées en faveur des bibliothèques scolaires et universitaires, à classer dans la sous-fonction 26 « Autres services périscolaires et annexes de l'enseignement ».

Rubrique 314 – Musées

Cette rubrique concerne la gestion des musées et galeries d'exposition du département (acquisitions, entretien et conservation, accueil du public, etc.).

Rubrique 315 – Services d'archives

Cette sous-fonction regroupe les actions relatives à la conservation et la mise à disposition des archives départementales (archives du département, archives des

services déconcentrés de l'État, autres archives publiques, archives communales déposées au service départemental, archives privées...).

Nomenclature M71 applicable aux régions (à titre expérimental) dès le 1^{er} janvier 2005

Auparavant les régions utilisent théoriquement la M51, largement adaptée selon les cas.

Fonction 3 – Culture, sports et loisirs

SOUS-FONCTION 30 – SERVICES COMMUNS

Cette sous-fonction regroupe les actions d'administration générale, de réglementation et de contrôle exercées par la région en faveur de la culture, des sports et loisirs.

SOUS-FONCTION 31 – CULTURE

Cette sous-fonction comprend :

- les aides à la création et à la diffusion des œuvres artistiques en tout genre ;
- la formation à la pratique personnelle des différentes disciplines artistiques ;
- les actions en faveur du patrimoine culturel ;
- les bibliothèques.

Rubrique 311 – Enseignement artistique

Cette rubrique comprend l'enseignement des arts plastiques, de la musique, de la danse et de l'art dramatique (écoles de musique, conservatoires, etc.).

Rubrique 312 – Activités culturelles et artistiques

Cette rubrique comprend :

- le fonctionnement des formations permanentes (orchestres, chorales, corps de ballet, etc.) ;
- les actions en faveur des activités musicale, lyrique ou chorégraphique (programmation de spectacles, etc.) ;
- les actions en faveur de la pratique des arts plastiques et des autres disciplines artistiques (y compris les aides aux associations œuvrant dans ce domaine) ;
- les théâtres : subventionnement des salles de spectacles et des scènes nationales, fonctionnement des formations permanentes troupes de théâtre, actions en faveur de la pratique des activités théâtrales (y compris les aides aux troupes d'amateurs) ;
- l'aide à la création artistique (part régionale consacrée à l'investissement à l'insertion d'œuvres d'art, d'œuvres cinématographiques...) ;
- l'organisation d'expositions ;
- les actions concernant les cinémas et autres salles de spectacles ;

- l'action culturelle (activités d'animation culturelle dans lesquelles la production ou l'enseignement artistique est secondaire : maisons de la culture, organisation de festivals, salles des fêtes et salles polyvalentes, centres d'animation culturelle).

Rubrique 313 – Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)

Cette rubrique comprend :

- l'entretien et la protection du patrimoine culturel, tels que :
 - les interventions de restauration ou de consolidation sur les monuments et objets classés ou non faisant partie du patrimoine de la région, quelle que soit par ailleurs leur affectation (hôtel de région...). En revanche, cette rubrique ne comprend pas l'entretien des bâtiments précédemment cités lorsqu'il ne s'agit que d'assurer leur fonctionnement normal (à classer selon la fonction) ;
 - l'ouverture au public du patrimoine culturel de la région, qu'il soit classé ou non ;
 - les aides aux particuliers en vue de l'ouverture au public du patrimoine culturel qui leur appartient ;
 - les actions d'inventaire et de fouilles archéologiques ;
 - les sites et espaces historiques protégés. Les actions menées en faveur des sites naturels non historiques ne sont pas à classer dans cette rubrique, mais dans la fonction 7 « Environnement ».

Cette rubrique comprend, en outre, les dépenses afférentes aux archives régionales, aux bibliothèques et à la gestion des musées et galeries d'exposition de la région (acquisitions, entretien et conservation, accueil du public...), sous réserve du contrôle technique et des dépenses relatives aux personnels scientifiques.

Cette rubrique ne comprend pas les actions menées en faveur des bibliothèques scolaires et universitaires, à classer dans la sous-fonction 28 « Autres services périscolaires et annexes de l'enseignement ».

SOUS-FONCTION 32 – SPORTS

Sous-fonction 33 – Loisirs

(NDLR : cette sous-fonction comprend des dépenses pouvant relever du champ culturel)

Cette sous-fonction comprend notamment :

- les foyers de jeunes ou clubs de loisirs – les aires de jeux et d'aventure, – les centres de loisirs sans hébergement ;
- les colonies de vacances (gestion et entretien de locaux pour les vacances ainsi que pour l'accueil de classes transplantées) ;
- les centres socioculturels et socio-éducatifs – les maisons des jeunes, – les maisons pour tous ;
- les salles des fêtes et salles polyvalentes (selon usage) ;
- les centres de loisirs (gestion et entretien des locaux ainsi que les services d'animation pour les jeunes, tels que centres aérés, etc.) ;
- les bases de loisirs – l'exploitation de terrains aménagés pour les loisirs.

Annexe III

Questionnaire visant à recueillir les informations complémentaires aux données du compte administratif

Figurent dans cette annexe les différentes pièces composant le « questionnaire » adressé aux collectivités locales en vue de recueillir des informations complémentaires sur leurs dépenses culturelles :

- une note à l’adresse de la collectivité présentant l’objet de l’enquête, ce qui est attendu de la collectivité, la méthode mise en place, et les coordonnées de la personne à contacter en cas de besoin ;
- puis la description du « champ culturel » couvert par l’enquête ;
- enfin le questionnaire à proprement parler.



Le DEPS s’adresse aux collectivités...

*L’objectif de l’étude menée par le Ministère de la culture est de **recenser de la manière la plus exhaustive possible** les dépenses culturelles des villes et des groupements de communes pour les trois années 2000, 2001 et 2002. Cette exhaustivité des dépenses s’entend doublement :*

- *il s’agit de l’ensemble des dépenses qui relèvent du champ de l’action culturelle tel qu’il est défini sur la page suivante ;*
- *il s’agit des dépenses réelles totales de fonctionnement (y compris le personnel, les frais de gestion courante, les subventions, les prises en charge en nature...) et des dépenses d’investissement (qu’elles soient des dépenses directes – par opérations ou hors opérations –, des opérations pour compte de tiers ou des subventions d’équipement ou encore des fonds de concours versés¹⁴).*

Cette collecte des informations doit s’appuyer sur les comptes administratifs adoptés. Il s’agit donc de mettre en place une méthodologie qui s’appuiera

14. Cependant, les dépenses d’annuité de dette éventuellement liées au financement d’un équipement culturel ne font pas partie du champ de l’enquête.

*essentiellement sur l'organisation des informations telle qu'elle ressort de l'application de la nomenclature M14 en 2002. L'objectif de cette enquête est de **limiter au maximum la participation des collectivités interrogées**. En effet, la méthodologie qui sera mise en place doit permettre de donner à l'enquête un rythme annuel.*

*Nous attendons bien sûr l'essentiel des informations budgétaires sur les dépenses culturelles en **fonction 3**. Cependant, par expérience, nous savons que d'autres dépenses culturelles peuvent être parfois prises en compte sur des sous-fonctions ou des rubriques qui, dans l'esprit de la M14, ne relèvent pas directement de la culture.*

*Pour nous aider à repérer ces dépenses culturelles nous vous demandons de bien vouloir remplir les tableaux ci-dessous. L'idée de ces tableaux est de nous permettre de **compléter les informations directement relevées de la fonction 3 afin de dégager un montant à la fois plus juste et plus global des dépenses culturelles de votre collectivité**. Aussi, parfois, il vous sera sans doute possible de fournir des données complémentaires précises, d'autres fois une simple estimation « raisonnable » et raisonnée sera possible (et suffisante).*

Si vous avez des questions ou des réactions vis-à-vis de ce questionnaire (ses buts, son contenu) ou bien encore des difficultés pour savoir quelles informations nous rapporter, n'hésitez pas à prendre contact avec l'une des personnes suivantes chargées de recueillir l'information :

1) XXX

2) YYY

D'avance, nous tenons à vous remercier pour votre collaboration.



Le champ des « dépenses culturelles »

Le champ culturel couvert par cette enquête regroupe de nombreux domaines d'intervention publique. Nous nous intéresserons en effet à l'ensemble des actions et des services publics (ou soutenus par la collectivité publique), qui visent à *conserver et à valoriser les patrimoines* (mobilier, immobilier, et immatériel), à *favoriser la production artistique* (en particulier la création des œuvres de l'art et de l'esprit), à *promouvoir l'enseignement, la sensibilisation et les pratiques*, en garantissant d'une part un large accès aux médias culturels et en assurant d'autre part une animation culturelle dans les lieux et les milieux les plus divers. Voici, à titre d'exemples, quelques interventions.

• Concernant le patrimoine

La restauration, l'entretien et la mise en valeur des monuments (bâtiments et abords, parcs, etc.) qui présentent un intérêt historique ou artistique, les fouilles

archéologiques (préventives ou programmées), la réalisation de l'inventaire, la conservation et la valorisation des archives, ainsi que des œuvres ou objets d'art et de culture (notamment au travers des musées et des expositions). Les actions en faveur du patrimoine relèvent souvent de services diligentés par la collectivité mais peuvent également être le fruit d'acteurs privés (propriétaires, associations, sociétés savantes, etc.) soutenus par la collectivité.

• *Concernant la production artistique*

Le développement de la production artistique dans le domaine des arts graphiques, des arts plastiques ou de l'architecture (achats d'œuvres, commande publique) ; le soutien aux formations professionnelles (ou assimilées) en musique, en danse, en théâtre, dans le cirque ou les arts de la rue, etc., par le biais de subventions de fonctionnement ou d'accueil en résidence, ou par le biais d'achat de prestations (ponctuelles ou relevant d'une programmation permanente ou saisonnière, voire festivalière), ainsi que le soutien aux structures ou infrastructures de diffusion du spectacle vivant (salles spécialisées ou polyvalentes, parcs de matériel).

• *Concernant l'enseignement artistique, la sensibilisation et les pratiques*

La gestion directe ou le soutien de structures publiques ou privées offrant la possibilité de s'initier ou de suivre un enseignement aux disciplines artistiques (dans les domaines du spectacle vivant mais aussi des arts graphiques ou plastiques : peinture, photographie, multimédia, etc.), ou de pratiquer en amateur ces disciplines, que les lieux où se déroulent cette sensibilisation, cet enseignement ou cette pratique soient ou non des locaux spécifiquement dédiés à une utilisation culturelle : on retiendra en effet les écoles spécialisées, mais aussi les centres socioculturels, les associations de jeunes et d'éducation populaire, ainsi que les actions menées en direction de publics spécifiques : culture en milieu hospitalier, ou en milieu carcéral, etc.

• *Concernant l'accès aux médias culturels*

Le développement des bibliothèques-médiathèques (y compris les bibliothèques scolaires) et toutes les actions de soutien au livre et à la lecture (salons, soutien à l'édition ou aux libraires), les aides à l'audiovisuel (production ou diffusion cinématographiques, télévisuelles ou radiophoniques), le développement des technologies, des supports et des réseaux utilisés dans le domaine de la communication (et notamment la création de sites internet).

Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive : il appartient à la collectivité de veiller à ne pas omettre d'éventuelles interventions qui ne relèvent pas à titre exclusif ou principal du champ culturel et qui pourraient ne pas avoir été identifiées a priori comme appartenant au champ de l'enquête.

QUESTIONNAIRE DE L'ENQUETE NATIONALE

Nom de la collectivité : _____

Personne ayant répondu au questionnaire :

Nom : _____

Fonction : _____

Téléphone : _____

Fax : _____

Adresse e-mail : _____

**Merci de nous retourner les 7 pages de ce questionnaire
par fax au : ff ff ff ff ff**

Explication / Objectif : L'objet du tableau n°1-1 est de vous permettre de préciser de quelle manière vous avez comptabilisé au **compte administratif de 2002** les **charges de personnel** relatives au secteur culturel. En effet bien que la "règle" soit de venir lier toutes les dépenses au niveau de la rubrique la plus fine de la fonction 3, les pratiques s'avèrent souvent différentes et non-homogènes d'une collectivité à l'autre. A cet égard, nous envisageons 3 cas de figure pouvant se présenter :

- 1- la ventilation au niveau des subdivisions les plus fines de la fonction 3
- 2- le regroupement au niveau de la sous-fonction 30 (article 923-0)
- 3- le regroupement au niveau de la rubrique fonctionnelle 020 (article 920-0)

Ce questionnaire permet de décrire votre pratique et de produire une ventilation **estimée** au niveau des subdivisions les plus fines de la fonction 3.

TABELEAU n°1-1

11). Quel est le montant des dépenses de personnel relevant de la culture imputé en fonction 3 ?

(A)	en milliers d'euros
-----	---------------------

Ce montant est-il ventilé (cocher la case correspondant à votre situation) ...

Cas n°1 ... en intégralité aux rubriques fonctionnelles les plus fines de la fonction 3 ?

cas n° 2 ...en intégralité à la rubrique 30 (923-0) ?

cas n°3 ... de manière "panachée" entre les deux solutions

... si "panachage", quelle est la part des dépenses de personnel ventilée au plus fin ?
en % des charges de personnel imputées à la fonction 3)

Pour les cas n°2 et 3, quelle est la ventilation *approchée* par rubriques les plus fines de la partie des dépenses de personnel imputées en rubrique 30 ?

en milliers d'euros

[illegible]

1°) Il s'agit ici des charges de personnel réellement communes à une ou plusieurs rubriques fonctionnelles de la fonction 3. La sous-fonction 30 constitue donc la bonne rubrique d'imputation.

2). Quel est le montant des dépenses de personnel relevant de la culture imputé à la rubrique 020 (ou 920-020) ?

(B)	en milliers d'euros
1	1 000
2	2 000
3	3 000
4	4 000
5	5 000
6	6 000
7	7 000
8	8 000
9	9 000
10	10 000
11	11 000
12	12 000
13	13 000
14	14 000
15	15 000
16	16 000
17	17 000
18	18 000
19	19 000
20	20 000
21	21 000
22	22 000
23	23 000
24	24 000
25	25 000
26	26 000
27	27 000
28	28 000
29	29 000
30	30 000
31	31 000
32	32 000
33	33 000
34	34 000
35	35 000
36	36 000
37	37 000
38	38 000
39	39 000
40	40 000
41	41 000
42	42 000
43	43 000
44	44 000
45	45 000
46	46 000
47	47 000
48	48 000
49	49 000
50	50 000
51	51 000
52	52 000
53	53 000
54	54 000
55	55 000
56	56 000
57	57 000
58	58 000
59	59 000
60	60 000
61	61 000
62	62 000
63	63 000
64	64 000
65	65 000
66	66 000
67	67 000
68	68 000
69	69 000
70	70 000
71	71 000
72	72 000
73	73 000
74	74 000
75	75 000
76	76 000
77	77 000
78	78 000
79	79 000
80	80 000
81	81 000
82	82 000
83	83 000
84	84 000
85	85 000
86	86 000
87	87 000
88	88 000
89	89 000
90	90 000
91	91 000
92	92 000
93	93 000
94	94 000
95	95 000
96	96 000
97	97 000
98	98 000
99	99 000
100	100 000

Pour ces dépenses de personnel quelle est la ventilation *approchée* par rubriques les plus fines de la fonction 3 ?

en milliers d'euros

[illegible]

17) Il s'agit ici des charges de personnel réellement communes à une ou plusieurs rubriques fonctionnelles de la fonction 3.

Nota Bene : le total (A) + (B) doit correspondre au montant total des dépenses de personnel qui relèvent de la culture (hors actions recensées au tableau n°2)

- 1- la ventilation au niveau des subdivisions les plus fines de la fonction 3
- 2- le regroupement au niveau de la sous-fonction 30 (article 923-0)
- 3- le regroupement au niveau de la rubrique fonctionnelle 020 (article 920-0)

Ce questionnaire permet de décrire votre pratique et de produire une ventilation estimée au niveau des subdivisions les plus fines de la fonction 3.

TABLERAU n°1-2

11). Quel est le montant des charges à caractère général relevant de la culture imputé en fonction 3 ?

Le montant est-il ventilé (cocher la case correspondant à votre situation) :

Cas n°1 ... en intégralité aux rubriques fonctionnelles les plus fines de la fonction 3 ?

cas n° 2 ...en intégralité à la rubrique 30 (923-0) ?

cas n°3 ... de manière "panachée" entre les deux solutions

..... si "panachage", quelle est la part des charges à caractère général ventilée au plus fin ? (en % des charges à caractère général imputées à la fonction 3)

Pour les cas n°2 et 3, quelle est la ventilation *approchée* par rubriques les plus fines de la partie des charges à caractère général imputées en rubrique 30 ?

[illegible]

(f) Il s'agit ici des charges à caractère général réellement communes à une ou plusieurs rubriques fonctionnelles de la fonction 3. La sous-fonction 30 constitue donc la bonne rubrique d'imputation.

2). Quel est le montant des charges à caractère général relevant de la culture imputé à la rubrique 020 (ou 920-020) ?

Pour ces charges à caractère général quelle est la ventilation approchée par rubriques les plus fines de la fonction 3 ?

[illegible]

(f) il s'agit ici des charges à caractère général réellement communes à une ou plusieurs rubriques fonctionnelles de la fonction 3.

Nota Bene : le total (A) + (B) doit correspondre au montant total des charges à caractère général qui relèvent de la culture (hors actions recensées au tableau n°2)

[illegible]

54

Une première liste des associations¹⁵, subventionnées par votre collectivité, qui œuvrent dans le domaine culturel a pu être constituée à partir du relevé des informations publiées en annexe au compte administratif. Afin de permettre l'analyse des financements publics selon une typologie plus fine des secteurs culturels subventionnés, je vous saurai gré de bien vouloir vérifier l'exhaustivité de cette liste et de bien vouloir qualifier pour chaque organisme subventionné – au moyen de la nomenclature jointe à cet effet – le(s) domaine(s) d'activité culturelle qui bénéficie(nt) d'un soutien public par le biais de la subvention versée.

Pour la plupart des bénéficiaires, cette qualification aura une pérennité suffisante pour être réutilisée (lors des enquêtes ultérieures) afin de ventiler les montants de subventions annuelles versées ; à l'avenir ne vous seront donc demandés que les montants annuels : seuls les changements notables d'activité subventionnée ou l'apparition de subventions nouvelles devront faire l'objet d'un nouveau travail de qualification ; c'est pourquoi nous comptons sur votre coopération pour constituer aujourd'hui une base précise des bénéficiaires de subventions culturelles.

Dans le cas général le montant d'une subvention versée à une association pourra être qualifié selon le domaine exclusif (ou principal) d'activité culturelle de l'association ; toutefois, dans le cas où une association exerce *de façon significative* plusieurs activités, on ventilera le montant global de la subvention selon chaque domaine « significatif » :

- si la subvention totale versée couvre des activités non culturelles, on isolera la part correspondant à ces activités non culturelles, soit en distinguant les montants alloués sur projets, soit en appliquant à la subvention totale versée la part – éventuellement estimée – du budget de l'association consacré à ces activités non culturelles... On précisera en outre le type d'activité concerné ;
- de même, au sein des activités culturelles de l'association, on indiquera la part de subvention versée correspondant à chaque domaine d'activité culturelle identifié par la nomenclature jointe, soit en distinguant les montants alloués sur projets, soit en appliquant à la subvention totale versée la part – éventuellement estimée – du budget de l'association consacré à chacun des domaines d'activité culturelle.

15. Associations ou autres organismes bénéficiaires.

Exemple

Bénéficiaire	Montant de la subvention versée			Secteurs d'activité subventionnés							
				Hors culture		1 ^{er} domaine culturel		2 ^e domaine culturel		3 ^e domaine culturel	
	2000	2001	2002	(préciser le secteur)	% de la subvention (correspondant à l'activité hors culture)	Code du domaine (préciser au moyen de la nomenclature)	% de la subvention correspondant à l'activité dans le domaine	Code du domaine (idem)	% de la subvention (idem)	Code du domaine (idem)	% de la subvention (idem)
La Ronde	1 600	1 650	1 700			H23	100 %				
Vivre à l'hôpital	20 000	40 000	45 000	Accueil des accompagnants	60 %	H40	20 %	F32	10 %	G0	10 %

La nomenclature des secteurs culturels

Cette nomenclature a été constituée afin de permettre une analyse des dépenses culturelles par secteurs significatifs. Simplifiée par rapport à la nomenclature utilisée lors des enquêtes antérieures (qui croisait à un niveau très fin domaines et fonctions), elle s'appuie davantage sur les classifications comptables et permet de satisfaire les besoins d'analyse macro-économique (elle s'articule notamment avec les nomenclatures d'analyse européennes).

Les dépenses culturelles sont ventilées en 10 secteurs d'activité culturelle qui correspondent pour l'essentiel à des domaines culturels ou à des structures spécifiques. À chaque secteur correspond une lettre.

Chaque secteur est décomposé en sous-secteurs au sein desquels la ventilation repose sur la fonction ou sur une approche plus segmentée du domaine. À chaque sous-secteur correspond un chiffre :

- le sous-secteur 0 correspond toujours aux dépenses du secteur pour lesquelles on ne dispose pas d'informations suffisantes pour les ventiler dans les autres sous-secteurs identifiés ;
- le sous-secteur 1 correspond toujours aux dépenses consacrées à la formation dans le secteur (on entend par formation l'ensemble des enseignements sanctionnés par la délivrance de diplômes).

Certains sous-secteurs correspondant à une approche plus segmentée d'un domaine sont eux-mêmes découpés (par adjonction d'un deuxième chiffre) à un niveau plus fin, précisant la fonction de la dépense ou les modalités d'intervention de la collectivité. Ainsi par exemple :

- les subventions versées à une école municipale associative de musique et de danse figureront au poste H1 (Spectacle vivant – Enseignement) ;
- les subventions versées à une troupe de théâtre figureront au poste H31 si la troupe est professionnelle ou « de niveau professionnel » (la collec-

tivité soutient principalement son activité de création et de diffusion) ou au poste H33 si la subvention versée par la collectivité vise avant tout à soutenir la pratique en amateur.

En règle générale, les subventions liées à des actions de sensibilisation ou de soutien à la pratique en amateur sont rattachées au secteur auquel elles s'appliquent ; deux secteurs concernant plutôt des équipements que des domaines (musées et bibliothèques-médiathèques) font exception : les actions d'animation qui s'y déroulent et dont le financement peut être isolé sont répertoriées dans les secteurs correspondant aux domaines auxquels elles contribuent, ainsi, par exemple :

- les crédits alloués à des ateliers d'art plastique dans un musée des beaux-arts seront répertoriés en G22, les crédits alloués à de la vulgarisation au sein d'un musée des sciences et techniques seront répertoriés en A5 ;
- les animations thématiques au sein de bibliothèques seront répertoriées en F32.

A Patrimoine Connaissance et conservation du patrimoine mobilier ou immobilier y compris scientifique, technique et ethnologique, hors musées	
A0 Patrimoine (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	A0
A1 Enseignement	A1
A2 Inventaire	A2
A3 Archéologie (fouilles)	A3
A4 Monuments et objets Entretien, restauration ou valorisation des monuments et objets d'intérêt artistique ou historique quelle que soit leur affectation (hôtel de ville, églises, chapelles ou temples)	A4
A5 Autres actions en faveur du patrimoine (sensibilisation, pratiques en amateur)	A5
B Musées Gestion des musées et galeries d'exposition (acquisitions, entretien et conservation, valorisation, etc).	
B0 Musées (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	B0
B1 Enseignement	B1
B2 Musées des beaux-arts (yc art contemporain)	B2
B3 Autres musées (musées archéologiques, scientifiques et techniques, de culture populaire ...)	B3
C Architecture	
C0 Architecture (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	C0
C1 Enseignement	C1
C2 Architecture Concours, prix, conseils, etc.	C2
C3 Autres actions en faveur de l'architecture (sensibilisation, pratiques en amateur)	C3
D Archives Conservation et mise à disposition des archives historiques de la collectivité...	
D0 Archives non ventilées (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	D0
D1 Enseignement	D1
D2 Archives	D2
D3 Autres actions en faveur des archives (sensibilisation, pratiques en amateur)	D3
E Bibliothèques et médiathèques Gestion des bibliothèques de lecture ou de prêt et des médiathèques (disques, films, etc)	
E0 Bibliothèques et médiathèques (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	E0
E1 Enseignement	E1
E2 Bibliothèques et médiathèques non scolaires	E2
E3 Bibliothèques et médiathèques scolaires (il s'agit de services annexes de l'enseignement)	E3
F Médias de l'écrit et de l'audiovisuel	
F0 Média de l'écrit et de l'audiovisuel (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	F0
F1 Enseignement	F1
F2 Presse	F2
F3 Livre et lecture	
F30 Livre et lecture (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	F30
F31 Aide à la production/diffusion (aide aux éditeurs, libraires, salons)	F31
F32 Autres actions en faveur du livre et de la lecture (sensibilisation, pratiques en amateur)	F32
F4 Cinéma	
F40 Cinéma (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	F40
F41 Aide à la production/diffusion (production de films, entretien de salles de cinéma)	F41
F42 Autres actions en faveur du cinéma (sensibilisation, pratiques en amateur)	F42
F5 Radio-TV (aide à la production/diffusion)	F5
F6 Disque	F6
F7 Nouveau(x) média(s) (réseaux NTIC)	F7
G Arts plastiques et métiers d'art	
G0 Arts plastiques et métiers d'art (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	G0
G1 Enseignement	G1
G2 Arts plastiques	
G20 Arts plastiques (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	G20



Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales

G21 Aide à la création (yc achats d'œuvre, organisation d'expositions...)	G21
G22 Autres actions en faveur des arts plastiques (sensibilisation, pratiques en amateur)	G22
G3 Photo, vidéo, multimédia	
G30 Photo, vidéo, multimédia (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	G30
G31 Aide à la création(yc achats d'œuvre, organisation d'expositions...)	G31
G32 Autres actions en faveur de la photo (sensibilisation, pratiques en amateur)	G32
G4 Autres métiers d'art	
G40 Autres métiers d'art (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	G40
G41 Aide à la création	G41
G42 Autres actions en faveur des autres métiers d'art (sensibilisation, pratiques en amateur)	G42
H Spectacle vivant	
H0 Spectacle vivant (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	H0
H1 Enseignement	H1
H2 Expression musicale, lyrique et chorégraphique	
H20 Expression musicale, lyrique et chorégraphique (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	H20
H21 Soutien aux formations permanentes (artistes professionnels ou labellisés : orchestres, chorales, corps de ballet, etc) et infrastructures de création et/ou diffusion spécialisées dans ce domaine (gestion des salles de spectacles municipales spécialisées)	H21
H22 Achats de prestations (Programmation de spectacles musicaux, lyriques et chorégraphiques)	H22
H23 Autres actions en faveur de l'expression musicale, lyrique et chorégraphique (sensibilisation, pratiques en amateur)	H23
H3 Théâtre et autres spectacles vivants (cirque, marionnettes, arts de la rue ...)	
H30 Théâtre et autres spectacles vivants (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	H30
H31 Soutien aux formations permanentes (artistes professionnels ou labellisés : troupes de théâtre...) et infrastructures de création et/ou diffusion spécialisées dans ce domaine	H31
H32 Achats de prestations (Programmation de spectacles de théâtre...)	H32
H33 Autres actions en faveur du théâtre et des autres spectacles vivants (sensibilisation, pratiques en amateur)	H33
H4 Autres dépenses pour le spectacle vivant	
H40 Autres dépenses pour le spectacle vivant (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du sous-secteur</i>)	H40
H41 salles de spectacles polyvalentes (autres salles de spectacles offrant le minimum nécessaire en équipement technique de scène (éclairage, sonorisation, cabine de projection, hors salles de cinéma	H41
H42 délégation de la programmation culturelle de spectacle vivant (lorsque les dépenses ne peuvent être ventilées plus finement)	H42
H43 Autres actions en faveur de la pratique du spectacle vivant (sensibilisation, pratiques en amateur)	H43
I Animation et action culturelle (part culturelle des centres socio-culturels, salles des fêtes et salles polyvalentes, subventions aux associations (fédérations ...) oeuvrant dans le domaine culturel, non ventilables à un degré plus fin de la nomenclature)	I0
J Administration de la culture*	
J0 Services communs (<i>opérations non ventilables à un niveau plus fin du secteur</i>)	J0
J1 Enseignement (formations aux métiers d'administration de la culture)	J1
J2 Services d'administration générale, exerçant des actions de réglementation et de contrôle en matière culturelle	J2
J3 Aides et subventions globales aux organismes de délégation ne pouvant être ventilées à un niveau plus fin de la nomenclature	J3
J4 Communication culturelle (information, communication, publicité, fêtes et cérémonies)	J4
J5 Relations culturelles internationales...	J5
* à l'exception des dépenses relatives aux services d'administration culturelle spécialisés dans un domaine, qui doivent être dans la mesure du possible ventilées dans le domaine correspondant	

Collectivité

Bénéficiaire	Montant de la subvention versée			Secteurs d'activité subventionnés ¹⁷							
	2000	2001	2002	Hors culture		1 ^{er} domaine culturel		2 ^e domaine culturel		3 ^e domaine culturel	
				(préciser le secteur)	% de la subvention (correspondant à l'activité hors culture)	Code du domaine (préciser au moyen de la nomenclature)	% de la subvention correspondant à l'activité dans le domaine	Code du domaine (idem)	% de la subvention (idem)	Code du domaine (idem)	% de la subvention (idem)
					%		%		%		%

1. Pour qualifier l'activité subventionnée de l'association, on privilégiera l'année la plus récente de subvention versée ; sauf indication contraire de votre part, correspondant à un changement notable de l'activité subventionnée, la qualification donnée à une association sera utilisée pour ventiler les montants de subventions versés antérieurement à cette association.

Réalisation-fabrication
TRANSFAIRE, 04250 Turriers
 04 92 55 18 14  04 92 55 18 88
Imprimé en France
Dépôt légal : 61692, juin 2006

LES NOTES STATISTIQUES DU DEPS

La collection « LES NOTES STATISTIQUES », créée par le Département des études, de la prospective et des statistiques en 2002, rend compte des résultats d'enquêtes statistiques, qu'elles soient annuelles ou de périodicité plus irrégulière, ainsi que des résultats d'exploitation de données administratives.

Déjà publiées et téléchargeables sur le site

- 1 Le budget des établissements d'enseignement de la musique et de la danse contrôlés par le Ministère de la culture 1998 et 1999
- 2 Les écoles municipales de musique agréées (résultats d'enquête).
Année scolaire 2000-2001
- 3 Les enseignements de musique, danse et art dramatique dans les conservatoires nationaux de région et les écoles nationales de musique (résultats d'enquête).
Année scolaire 2000-2001
- 4 Le budget des établissements d'enseignement de la musique et de la danse contrôlés par le Ministère de la culture, 2000
- 5 Les mouvements d'exportation d'œuvres et objets d'art – Analyse statistique des évolutions
- 6 Le budget 2001 et 2002 des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique.
Résultats de l'enquête annuelle
- 7 Les enseignements de musique, de danse et d'art dramatique dans les conservatoires nationaux de région et les écoles nationales de musique. Résultats de l'enquête annuelle.
Année scolaire 2001-2002
- 8 Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel dépendant du Ministère de la culture et de la communication. Effectifs et diplômes.
Année scolaire 2002-2003
- 9 Le budget 2003 des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique.
Résultats de l'enquête annuelle
- 10 Les enseignements de musique, de danse et d'art dramatique dans les conservatoires nationaux de région et les écoles nationales de musique (résultats de l'enquête annuelle).
Année scolaire 2002-2003
- 11 Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel dépendant du Ministère de la culture et de la communication. Effectifs et diplômes.
Année scolaire 2003-2004
- 12 Les mouvements internationaux d'œuvres et objets d'art.
Analyse statistique des évolutions 1993-2004
- 13 Les établissements d'enseignement supérieur artistique et culturel dépendant du Ministère de la culture et de la communication. Effectifs et diplômes.
Année scolaire 2004-2005
- 14 Les enseignements de musique, de danse et d'art dramatique dans les conservatoires nationaux de région et les écoles nationales de musique (résultats de l'enquête annuelle).
Année scolaire 2003-2004
- 15 Le budget 2004 des conservatoires nationaux de région et des écoles nationales de musique.
Résultats de l'enquête annuelle
- 16 Aperçu statistique des industries culturelles
- 17 Les Musées de France en 2003. Résultats de l'enquête 2004
- 18 Observation culturelle en région
1. L'emploi culturel
- 19 Observation culturelle en région
2. Le financement de la culture par les collectivités territoriales
- 20 Observation culturelle en région
3. Les publics : fréquentation, usages et représentations

Ministère de la culture et de la communication – Délégation au développement et aux affaires internationales
Département des études, de la prospective et des statistiques
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris cedex 01
☎ 01 40 15 79 25 – 📠 01 40 15 79 99

<http://www.culture.gouv.fr/dep/telechrg/stat/nstat19.pdf>